

la Gueule ouverte

n° 246 / Hebdomadaire / 31 janvier 1979

5 FF / Suisse 3 FS / Belgique 42 FB

LA DELINQUANCE EN COMPLET VESTON

LES "CASSEURS" DE LA LORRAINE GARDENT LE SOURIRE



Les sieurs Ferry, Chotard, Ceyrac
et Roux, du Patronat Français

Voir pages 4-5 et 16-17

Vieux tract

Suite à l'article des vieux papiers il y a un débouché parmi d'autres pour les écolos qui pratiquent déjà cette technique ou qui comptent le faire, c'est la presse syndicale, politique et les tracts. Ce débouché aurait un double intérêt car il renforcerait les liens entre syndicalistes et écolos ce qui est nécessaire si on veut que l'écologie progresse avant qu'il ne soit trop tard. Je pense que matériellement c'est très réalisable et là où le recyclage existe il y a certainement moyen de contacter les structures locales, régionales ou autres. Sur le plan économique je ne connais pas les coûts de revient du recyclage mais c'est sans doute moins cher. Une rame de 500 feuilles 21x29,7 par exemple coûte 17F dans les organisations syndicales.

Jean-Claude ●

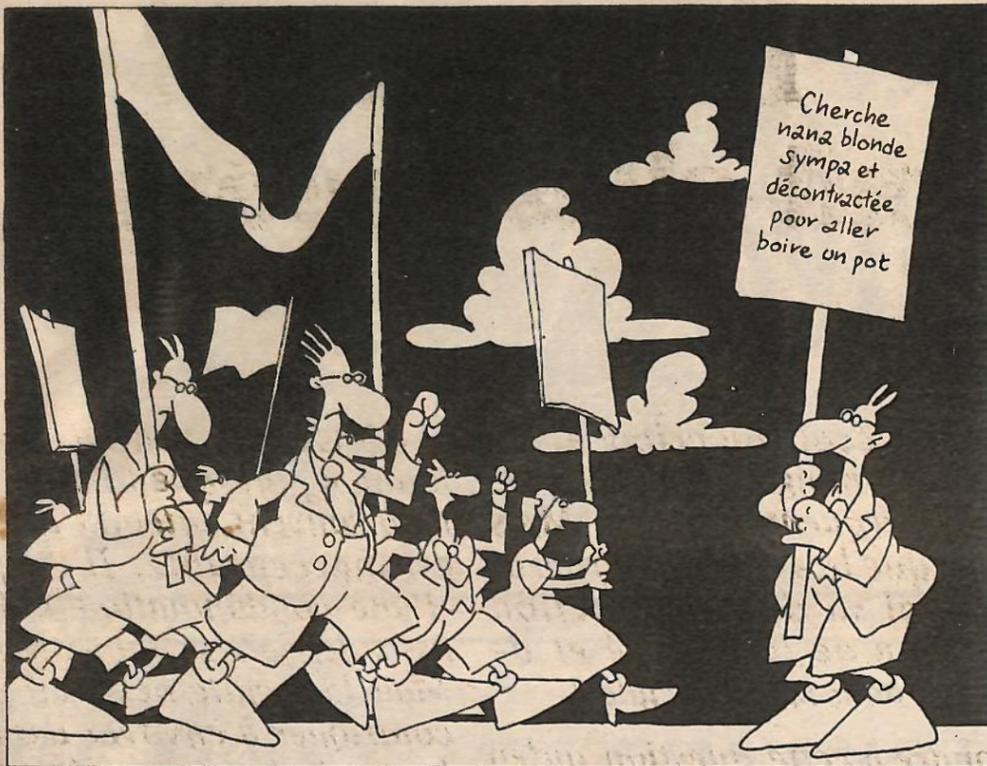
Et si on se rencontrait...

La non-violence ne consisterait-elle pas à parler un peu plus de nous plutôt que de sombrer dans quelque militantisme institutionnel où la communication ne peut plus se faire qu'au niveau d'idées, où on s'accroche à un activisme désuet pour se prouver qu'on existe. Il est possible que je parle pour moi, de toute manière c'est bien en mon nom que je le fais, mais réfléchissez quand même un peu avant de me montrer du doigt, si je me sentais réellement différent des autres je le garderais pour moi, si j'écris tout cela c'est que je me sens très proche, c'est que je ne peux plus garder tout ça sans essayer de le faire partager. Périodiquement on peut lire dans le journal des remises en question personnelles ou collectives, des tentatives de parler plus du pour que du contre, mais l'avortement ne tarde pas, tuant cette vie qui grouille et qui ne peut s'exprimer. C'est bien plus facile de parler de mort, de gueuler contre tous ces sales bourgeois qui nous empêchent de nous épanouir et qu'il faut combattre.

Et si au lieu de cela, on essayait de se connaître un peu mieux, si on se rencontrait pour partager un peu de notre vie, pour essayer de mettre en application nos projets, pour faire du théâtre, pour danser, pour bâtir, pour nous construire. Est-ce que cela n'entraînerait pas automatiquement un refus de toutes les violences qui nous entourent, qui brisent nos élans de vies, est-ce qu'on ne serait pas alors beaucoup plus forte dans notre lutte parce qu'unis par la confiance réciproque forgée par une meilleure connaissance de l'autre, est-ce qu'on ne deviendrait pas beaucoup plus inventifs que d'aller avec nos banderoles défilés dans la rue et se faire tabasser à la sortie parce que certains trouvent là le seul remède à leur désespoir?

J'en ai vraiment marre de détruire les autres en pensée, de me détruire au point de ne plus savoir pourquoi j'agis, je ne veux pas accepter que la contre-violence soit la seule issue, je veux rencontrer ceux qui pensent comme moi pour construire une véritable alternative qui ne se limite pas à aller à Malville le 31 juillet ou à Paris le 2 décembre.

Je crois à l'importance capitale de l'information, c'est pour cela que j'aimerais bien que la G.O puisse être ce qu'elle est actuellement mais



Provision et fidélité

Vous vous en doutez bien un peu, si vous nous lisez régulièrement : nous jetons des regards insistants ces temps-ci sur notre gestion-fric. Et aujourd'hui, nous désirons en venir à un truc bien précis.

D'abord, il nous faut expliquer à ceux qui ne le savent pas que le transport et la mise en place de la «Gueule Ouverte» chez tous les marchands de journaux de France sont assurés par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP). C'est une «coopérative» ; mais, de fait, c'est un monopole, et il n'y a pratiquement pas d'autre moyen d'être présent chez tous les marchands de journaux tous les mercredis avec une rigoureuse régularité. NMPP, c'est un truc énorme, avec ordinateur, et tout et tout.

Quand NMPP nous adresse son chèque mensuel, il est le résultat des ventes réalisées deux mois auparavant, déduction faite bien entendu des frais pour les services rendus et des avances sur recettes qui nous sont versées tous les dix jours.

Par ailleurs, NMPP exerce une «Retenue pour Provision» : c'est l'assurance pour cette dernière du paiement ultérieur de ses services, au cas où les finances du journal tomberaient en panne totale. Cette «Retenue pour Provision» est calculée mathématiquement en prenant pour base le pourcentage des retours d'invendus par rapport au nombre d'exemplaires mis en place chez les marchands de journaux. Pour fixer les idées, cette provision s'est élevée pour le décompte de septembre 78 à 154 500F, pour octobre 78 à 89 400F et pour novembre 78 à 105 600F. (Celle pour décembre 78 ne sera connue que le 15 février en même temps que le montant du chèque).

Ça y est, ami lecteur, t'as pigé : nous voulons faire baisser le montant de cette provision qui dort ailleurs que dans notre caisse ; et pour cela, il nous faut abaisser le pourcentage d'invendus. Et donc, d'ici quelques semaines, nous n'approvisionnerons plus les points de vente ayant un débit sporadique ; nous pourrons réaliser cela car nous disposons de statistiques très détaillées par point de vente.

Pour nous aider à baisser le pourcentage de nos invendus et pour que vous trouviez la «Gueule Ouverte» tout près de chez vous... vous m'avez compris ! Choisissez un marchand de journaux, et restez-lui fidèle.

ACHETEZ VOTRE «GUEULE OUVERTE» TOUJOURS CHEZ LE MÊME MARCHAND DE JOURNAUX. Et Merci !

un peu atténué pour laisser parler de plus en plus de groupes dans leurs tentatives à vivre différemment mais pas en dehors, ne pourrait-on mettre en place ce qui existe déjà pour plusieurs journaux à savoir créer des groupes locaux qui ne soient pas les A.T et qui communiqueraient par l'intermédiaire du journal. Pour moi il s'agit beaucoup plus, parce que c'est beaucoup plus important, de groupes de vie mais très ouverts sur l'extérieur que d'un groupe qui annoncerait dans la G.O qu'il ne participera pas

aux élections «machin ou autre». C'est à dire pas une nouvelle association se réclamant de telle ou telle orientation mais beaucoup plus d'un groupe évolutif regroupant des individus pour viser en premier lieu à être bien ensemble et dont l'une des marques de reconnaissance serait le journal comme lieu d'expression à un niveau national, ceci n'excluant nullement d'autres moyens.

Si j'écris à la G.O, c'est parce qu'au-delà d'un journal il y a justement un groupe de

vie qui existe, qui s'est exprimé parfois dans le journal et parce que c'est pour moi le seul journal avec peut-être Sexpol qui pourrait permettre de voir aboutir un tel projet.

Il y a bien trop peu de temps que j'ai découvert que j'existerais pour être capable de mettre ça en place tout de suite autour de moi, c'est pour ça que j'aimerais bien lancer un peu un débat, afin de voir s'il y a ou non un intérêt pour ce qui m'apparaît chaque jour

plus clairement comme l'alternative la plus constructive à notre société.

Voilà, je m'arrête ici, que vous le vouliez ou non, la balle est dans votre camp, je vous fais confiance puisque c'est la seule arme que j'accepte d'employer.

Yves ●

Du neuf

Je suis enracinée dans le haut plateau Ardéchois (d'ailleurs j'y trouve difficilement les éléments nécessaires à ma nourriture), sous les tempêtes de neige on s'épanouit pas très bien.

La Dame électricité est revenue après un mois d'absence, insolente et provocante, on s'en passait très bien. La pénombre de ces trente soirées d'hiver m'a permis d'y voir un peu mieux.

Qu'est-ce que je fous ici dans cette ferme à me geler, coller au feu pour récupérer le maximum de chaleur? Si beau dans la forêt, cet arbre ne participait-il pas à son équilibre? (On peut ramasser du bois mort mais ça chauffe pas très bien). -25° au lever du jour. Qu'est-ce que je fous ici, je ne suis pas un glaçon... Combien d'énergie dépensée pour ventrer 25 tonnes de bois pour passer l'année? (2° le matin dans la maison on a beau avoir l'habitude, c'est pas le pied). La fée de tous les paysans : la tronçonneuse, ce monstre qui fait trembler les milliers de petits êtres dans la forêt qui s'affairent à végéter, et les milliers de cellules nerveuses de l'homme qui essaie de maîtriser les vibrations de la machine. Il est temps de parler des énergies douces, de maison solaire, d'énergie éolienne ect. Nos connaissances et nos besoins sont différents de ceux qui ont construit ces maisons anciennes. Ces maisons sont belles, elles collent avec amour au paysage, laissons les intactes, ne les transformons pas pour leur apporter un minimum de confort, elles ne sont pas faites pour ça. (Pitié, pas de papier goudron sur la volige pour éviter les fuites). Les murs d'1m20 d'épaisseur posent des problèmes insolubles quand il s'agit de les traverser d'un conduit.

Choisir avec beaucoup de soins l'emplacement destiné à la construction d'une maison chaude et agréable pour y capter au mieux l'énergie solaire, et l'énergie éolienne est je pense la meilleure solution (l'autonomie de nos besoins énergétiques est nécessaire et vitale). Notre équilibre a besoin de capter et d'échanger l'énergie vitale du cosmos. Pour mieux vivre la nature, pour mieux vivre la liberté, connaître les cycles biocosmiques, bref connaître les lois de la nature.

L'alcool, la fumée, la viande... la violence, l'agressivité sont incompatibles avec cette recherche. Une maison solaire, un jardin bio, une ou deux chèvres à la rigueur (pas de troupeau, pas de bêtes qui travaillent, jetez votre trique) suffiraient pour subvenir à nos besoins. Quelques cueillettes feraient l'appoint.

J'ai été très concrète et j'espère assez claire. S'il y a des femmes qui aimeraient tenter cette expérience qu'elles m'écrivent. (Sans de vie en montagne et quelques notions de physique me permettent d'envisager ce projet). Pourquoi avec des femmes? Je préférerais, expérience nouvelle et probablement très enrichissante.

Annie ●

Mas de Vessex, 07 590 St Etienne de Lugdave.

Les vitrines ont-elles une âme?

« **L**a prison est l'école du crime ». Ce lieu-commun témoigne d'une réalité: celle de la si fréquente récurrence. Mais comment expliquer que le système carcéral remplisse ainsi si mal sa double fonction affichée de protection de la société et de réinsertion des détenus dans la vie sociale ?

On ne peut répondre à cette question qu'en la renversant. Et si la véritable fonction de la prison était bel et bien d'entretenir et reproduire la délinquance ? Pour la bien simple raison qu'un pouvoir qui trouve sa légitimité dans la sécurisation des individus, doit entretenir leur inquiétude, s'il veut se perpétuer et se développer.

L'affaire de St Lazare illustre assez bien cela.

Quatre ans de prison ferme pour quatre vitrines cassées ! Ça fait chérot la vitrine ! Croit-on ainsi réduire la "violence des autonomes" ? Précisément pas : on espère l'exaspérer. Pour resserrer les rangs d'une France apeurée; et mettre à profit cette exacerbation du conflit pour éluder mieux encore les problèmes de fond qu'il s'agissait à l'origine de soulever.

Il y a donc bien provocation, comme l'écrivent à tour de bras - l'habitude ! - nos confrères de L'Humanité. Mais pourquoi la chercher du côté des autonomes, mettre en doute la sincérité de leur révolte ? Les provocateurs sont, bien plus simplement, les artisans de cette répression invraisemblablement disproportionnée. Il est à craindre qu'ils trouvent, une fois encore, le répondant qui les justifie.

« Pas de soutien sur des bases humanitaires ! Soutien politique total ou rien ! » Ce chantage trop souvent entendu de bouches 'autonomes' est inacceptable. Il est facile de s'indigner d'une condamnation odieuse, tranquillement assis derrière sa table de travail ? Sans doute. Mais la facilité ne serait pas moins grande, de contribuer à envoyer des copains se jeter dans la gueule du loup, en leur laissant croire à notre « soutien politique total », c'est-à-dire à notre approbation inconditionnelle.

Il faut dire au contraire que la destruction de matériel est une arme délicate à manier, opportune seulement lorsqu'une légitimité très largement reconnue l'accompagne. Par exemple, lorsqu'une région comme la Lorraine se trouve brutalement et entièrement condamnée par la restructuration économique. Ou encore, lorsqu'une région comme le Cotentin se réveille un matin poubelle atomique du monde.

Et il faut dire aussi que la tentation "italienne" des violences contre les petits ou grands commis du Capital doit être repoussée de toutes nos forces. D'une part, car ces violences sont absurdes au regard de toute stratégie politique - du moins à l'intérieur de la métropole impérialiste. D'autre part, parce qu'elles laissent bien mal augurer de la société dont elles sont grosses.

Que l'accouchement soit une révolution, ou, plus vraisemblablement, une réaction.

Cédric ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél.: (85) 28 17 21
Télex: ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre « à rediffuser » en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

Lorraine, bataille sur un crassier	p. 4 et 5
Pacific Fisher	p. 6 et 7
La mort du rail (suite)	p. 10 et 11
Terre des Hommes	p. 13
L'Histoire du Plutonium	p. 14
Des nouvelles d'Allemagne	p. 15
L'autonomie sur la sellette	p. 16 et 17
Et le courrier, les notes de lecture, des brèves, le terrain, etc...	

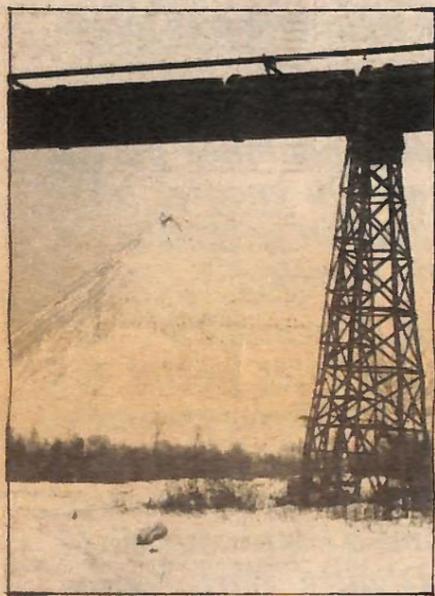
Lorraine: bataille sur un crassier

30.000 chômeurs de plus, une région sinistrée, des gens remontés à bloc, si c'est pas de l'écologie, la mort de la Lorraine, qu'est-ce que c'est...?



Là haut, très haut, aux confins de la Belgique et du Luxembourg, Longwy Haut et Longwy Bas, perles d'acier de la sidérurgie lorraine se battent sur fond de neiges sales et de crassier occupé, pour la sauvegarde de l'emploi. Inutile de dépeindre pittoresquement les hauts fourneaux décharnés et les panaches de fumée grise sur la cité laborieuse, puisqu'ici, aux antipodes de la lutte pour un quelconque environnement épuré, la fumée c'est la vie.

Depuis 1834, la Lorraine extrait de son sous-sol le minerai de fer et le transforme. A la lourde fonte cassante a succédé dès la fin du 19^e siècle la production ingénieuse d'un acier pur grâce au procédé Thomas-Gilchrist qui permet d'éliminer le phosphore contenu dans le minerai lorrain. Après les guerres, dans l'enthousiasme de la reconstruction et en l'absence de concurrence sérieuse, la production connut



une période florissante. C'est dans les années 60, qu'un premier coup frappa le bassin lorrain. La sidérurgie sur l'eau, telle qu'elle s'implanta à Dunkerque puis à Fos sur Mer, se mit à fausser le jeu. L'arrivée sur le marché français de minerais étrangers relativement bon marché et de forte teneur en fer, ainsi que l'abaissement des coûts du transport maritime favorisera l'implantation d'une autre sidérurgie française compétitive.

Le minerai lorrain dont la teneur est généralement de 33%, et duquel il faut encore extraire le phosphore, prit un tour dans la vue. Il faut en effet trois tonnes de minerai à 33% de teneur pour obtenir une tonne de fonte et seulement 1,660 tonne de minerai à 60%, et de surcroît hématite, c'est-à-dire sans phosphore, pour obtenir la même tonne de fonte. Dans cette course à handicap, la restructuration capitaliste aidant, la Lorraine ne part pas gagnante et connaît aujourd'hui un drame d'une ampleur sans précédent. Pour la seule usine de Longwy, on annonce 3000 suppressions d'emplois d'ici à juillet prochain.

Que faire, comment se battre devant la brutale et laconique annonce de la fermeture de l'usine en compagnie de laquelle ils ont trimé 25 ans et plus de leur vie, et qu'ils ont même fini par aimer «parce que un Lorrain qui n'est pas sidérurgiste n'est pas tout à fait un Lorrain»? Sur place, si les modalités des actions à entreprendre ne font pas toujours l'unanimité, les réponses divergent peu. «Nous voulons rester au Haut pays». Ne nous y trompons pas, le slogan n'est pas emprunté aux Occitans, mais bien de pure souche lorraine. «Nous sommes des Corses et des Bretons», souligne Jean-Claude, un militant cégétiste, sous entendant par là, qu'on se fout des Lorrains comme on se fout des autres minorités. Curieuse, cette minorité lorraine, aux noms italiens (ils sont plus de 62000 ressortissants) qui s'interroge sur son avenir : «nous sommes fils d'immigrés, nos fils seront-ils des émigrés?»

A défaut de faire une grève classique (ils ont été dix jours au chômage technique à Noël, et on n'arrête pas le travail pour réclamer de l'emploi) ils ont, timidement pour certains, farouchement pour d'autres, tenté d'explorer des voies nouvelles de lutte.

A Longwy, la CGT, syndicat majoritaire dans le petit peuple des hauts fourneaux, a investi la trésorerie. Vingt cégétistes heureux d'inaugurer une stratégie qui rompt avec la monotonie des longs cortèges traditionnels, touillent le café sur un bureau Henri II. Leur idée, c'est que la trésorerie et tout ce qui touche à la finance, est le rouage numéro un de l'appareil d'Etat. Il convient donc de la bloquer. Dans ce sens, un premier pas est fait, mais la CGT qui occupe vertueusement les

locaux, s'en est allée le 25 janvier dernier afin que les employés du trésor puissent payer les pensions des anciens. Pour le syndicat, la lutte doit être populaire : ni marginalisme, ni graffiti. Derrière eux, tout est propre «d'ailleurs nos femmes viennent tous les soirs nettoyer les bureaux que nous occupons»... syndicalistes de tous les pays, qui lave vos chaussettes?

Leurs revendications sont simples : il faut pour Longwy une aciérie à oxygène et une cokerie moderne pour rester compétitif. «Nous faisons les trois huit

revendications de la CGT, ajoute plus simplement mais sans illusion «il ne faut pas remplacer une mono-industrie par une autre mono-industrie». «SOS emploi», c'est aussi une radio libre qui diffuse tous les jours de 19h à 19h 20 entre 100 et 106 MHz, les informations du bassin en lutte. Le soir, dans le bastion de l'union locale, autour d'un plat de lentilles, nous avons écouté la dernière cassette pirate et discuté longuement des méthodes d'action. Ceux de la CFDT que nous avons rencontrés se déclarent très préoccupés. Pour eux,



Photo GO/Civel

en quatre équipes. obtenons-en une cinquième. Travaillons 35 heures par semaine, exigeons cinq semaines de congé payé, prenons notre retraite à 55 ans». En bonne logique arithmétique, et avec une production identique, on crée 16500 emplois. En soi, la démonstration est recevable, mais c'est oublier que la mathématique syndicale n'a que peu de chose à voir avec celle du capital. La CGT lorraine est déterminée «pour que vive notre département, il lui faut un cœur d'acier», clame son autocollant rouge et noir.

La CFDT est également très mobilisée. Au pied du crassier d'Usinor, colline artificielle et pointue, bâtie par les fantastiques reliefs des festins des hauts fourneaux, elle a installé deux caravanes où les militants montent la garde. A côté, un groupe électrogène assure l'alimentation en électricité d'un immense SOS lumineux juché en haut du crassier. «SOS emploi», c'est le cri de ralliement de la CFDT qui, aux

la base trépigne tandis que les dirigeants syndicaux modèrent les ardeurs. Un jour ou l'autre la colère sera la plus forte. «Les réunions de l'intersyndicale (laquelle occupe néanmoins le central téléphonique de Longwy) sont des crassiers qui accouchent d'une souris», disent-ils fort dépités par le manque d'audace d'une CGT qui n'adhère pas, si elle ne contrôle pas. Alors, sans attendre, on doit à certains d'entre eux des «opérations coup de point à la frontière de la clandestinité», comme le blocage des trains dans les gares de Onville, Pagny et Conflans Jarny, pendant la nuit du 23 janvier. D'autres actions de harcèlement se produiront tôt ou tard. La CFDT est également à l'origine de l'idée (qui flotte sérieusement dans l'air) d'un refus de payer le tiers provisionnel. Ce dernier serait gelé sur un compte bloqué en attendant des jours meilleurs. Les techniques de lutte, expérimentées par les minoritaires et autres désobéissants civils, se seraient-

elles frayées un chemin jusqu'au bassin de Longwy? Il est trop tôt pour en juger.

L'imagination est sans doute au pouvoir, mais la manifestation du jeudi 24 qui fut la plus spectaculaire nous laissa pourtant fort perplexes. 8 000 enfants des écoles de 4 à 20 ans se sont réunis ce jour-là sur la place de la mairie au cri de «Longwy vivra». «Les flammes de l'espoir», puisque tel était le nom donné aux enfants de la manif offrirent un grand show dont les médias savent habituellement se régaler. Afin de ne pas manipuler les petites frimousses emmitouffées, ou les élèves du lycée d'enseignement professionnel venus en bleu de chauffe, toutes les bannières syndicales avaient été exclues. Un relai aux flambeaux assuré par les étudiants de l'I.U.T. via Mont Saint Martin concrétisait le souffle et la vivacité de la lutte. Un micro égrenait lentement les noms des villages et des écoles venus à cette concentration de l'espoir. Les petites filles en costume lorrain agi-

taient leurs mains en direction des caméras, les petits garçons portaient sur leur crâne le casque de sidérurgiste, «les chômeurs avant d'avoir travaillé» des classes pratiques mettaient à feu un convertisseur symbolique réalisé par leurs soins, tandis qu'un lacher de ballons montait vers le ciel gris au son de la Marseillaise. Le désarroi des gens du bassin a pris l'espace d'un après-midi les couleurs de la fête et des flons flons. Hélas, le tout résonnait tragiquement sur un tempo nationaliste aux accents de «Travail, Famille, Patrie».

Facile peut-être de critiquer une «action» qui aura fait parler le Longwy et de son agonie. Sachez que cette critique n'est pas chargée d'ironie, mais d'inquiétude.

A Longwy, une population que des travaux pénibles condamnaient à une espérance de vie de 57 ans, va mourir au chômage. Drôle d'alternative!

Yves-Bruno Civel ●

Créé en 1950 par regroupement de sociétés sidérurgiques du Nord et de la Lorraine, USINOR fusionne avec le groupe Lorraine-Escaut en 1966. Le groupe USINOR possède l'usine de Longwy qui employait en 1977, 7840 personnes et celle de Thionville qui employait à la même date 2900 personnes. Dans cette dernière, il n'en reste plus que 1000!

A Longwy, on fabrique des demi-produits de relaminage, des poutrelles moyennes en U, T ou H, du fil marchand, des ronds à béton lisses et HLE, des plaques, des toles, ainsi que des sous-produits (scories, goudrons, sulfate d'ammoniaque).

La production totale de la Lorraine atteignait 10 316 000 tonnes de fonte en 1976, soit 54,2% de la production française et

11 millions de tonnes d'acier, soit 47,1%.

Plus de 31 000 suppressions d'emplois ont été décidées par les plans sidérurgiques de 1977 et 1978.

Sur les nombreux projets de créations d'emplois palliant ces suppressions, seule la construction de la centrale nucléaire de Cattenom, qui mobilisera 2000 personnes, est en voie de prompt réalisation...

Une région dos au mur

Mais où sont les gentils patrons d'antan ?

Ici, soufflaient le froid et le chaud et nul n'en était gêné, jusqu'au jour où le chaud et froid est venu de Paris... La sidérurgie lorraine?... Bah, un trait de plume dessus... 20 000 emplois en moins, qu'importe on en créera d'autres... Peut-être pas autant. Les Lorrains n'auront qu'à s'expatrier.

Les mêmes qui naguère poussaient à la revanche pour reprendre des mains

allemandes les hauts fourneaux juteux ont décidé d'aller planter leurs cheminées ailleurs.

Le libéralisme giscardien a pris les Lorrains de cours et à Longwy on ne comprend pas -ou pas encore- la logique du capitalisme international. On en est restés à celle des magnats paternalistes et à l'idéologie qu'elle sous-tendait : la valeur du travail bien fait, l'attachement à la terre, l'organisation



Photo GO/Civel

familiale dans des cités «maison», autour de coopératives «maison», avec un avenir «maison». On lutait pour des avantages acquis, pour tirer le maximum des fruits de l'acier. Aujourd'hui tout change. «L'interlocuteur» a pris le masque anonyme des multinationales.

La Lorraine est touchée au vif et - du moins au pays haut, tête de la Meurthe et Moselle - est en état de légitime défense. Mais à faire l'économie d'une analyse des causes réelles de la menace, cette défense se crispe... C'est la faute à l'Europe ou c'est la faute à l'Allemagne... «On veut ravalier la France au niveau du Portugal». «Produisons de l'acier français», puisqu'il y a du minerai à portée de la main, des entreprises dont certaines sont les plus modernes d'Europe, une main d'œuvre hautement qualifiée sur place et du charbon. Mais c'est sans compter avec cette volonté implacable sur laquelle le pouvoir ne compte pas revenir : bazarder l'industrie de base au profit de l'industrie de transformation afin que la France pousse ses pions dans le jeu de la restructuration mondiale : valeur ajoutée oblige.

Faute de cerner ce contexte politique et économique, la lutte des Lorrains se replie sur des revendications qui ont peu de chances d'être entendues, encore moins examinées : maintien de tous les emplois dans la sidérurgie, création d'une cinquième équipe.

Mais de telles positions s'opposent au pouvoir, sans envisager de prendre le pouvoir. Pourtant une réflexion sur les finalités de la production, sur les moyens techniques à mettre en œuvre, prendrait davantage de front ceux qui décident pour les Lorrains et à leur place. La victime dès lors deviendrait offensive, engageant la lutte sur un autre terrain que celui où elle est contrainte de se battre.

Devant une offensive économique, la réponse est peut-être politique et il n'est pas sûr que le combat ne soit qu'en Lorraine. Peut-être un jour sera-t-il également dans les hauts fourneaux allemands, menacés à leur tour par la

«concurrence internationale» de produits importés du Tiers-Monde? Peut-être est-il déjà sur le front du Tiers-Monde, qui retire peu de profit d'une production à bon compte?

Sans doute il y a urgence, nul ne songe à le nier et il est sûr que la lutte menée actuellement est un frein aux objectifs des multinationales. Mais cette guerre de tranchées met les Lorrains le dos au mur. N'est-il pas temps d'adapter les modalités d'action à l'ampleur de la menace et de passer de la légitime défense à l'offensive tout aussi légitime.

Dans le pays haut, on se bat pied à pied on barre les routes, on retient les trains, on gèle la trésorerie publique, on pirate les ondes. Mais ces actions, pour originales n'en sont pas moins ponctuelles : la dynamique du pouvoir en face n'en est pas pour autant enrayerée, et sa logique mise à nue. Tout se passe comme si il y avait de bonnes idées sans savoir où les appliquer et quand?

«On ira jusqu'au bout», dit-on à Longwy. Mais où? Pourquoi?

Le jeu de balance Giraud-Messmer permet de supposer que les Lorrains obtiendront quelques satisfactions qui calmeront un temps du moins leurs craintes. Mais il y a gros à parier que ces satisfactions s'inscriront parfaitement dans la logique du capitalisme qui ne rechignera sûrement plus dans quelques temps à réduire le temps de travail et à abaisser l'âge de la retraite. Pourvu que ces mesures soient appliquées dans les secteurs économiques qui auront été choisis au mépris des aspirations de la population.

Mais dans l'état actuel des choses, compte tenu des contradictions qui lui sont imposées, peut-elle vouloir autre chose, que conserver un secteur de production dont on lui a dit et redit qu'il était indispensable? L'attachement des Lorrains à leur passé les empêche d'envisager leur avenir. C'est déjà ça de gagné pour le pouvoir.

Pierre-Yves Poindron ●



Photo GO/Klein

Le Pacific-Fisher reviendra

A Cherbourg, les déchets nucléaires japonais ont été débarqués sur fond de grenades lacrymogènes.

Il y a une semaine, alors que nous bouclions la **GO**, le cargo **Pacific Fisher** arrivait sur la rade du port de Cherbourg. A 16 H 30, le cargo accostait au quai de France. Tandis que la zone portuaire était transformée en véritable camp retranché par les forces de l'ordre. Aussitôt, la grue spécialement prévue à cet effet commençait le chargement des six chateaux de déchets. De longs cylindres métalliques blancs déposés un

par un sur des wagons. Six heures plus tard, sa mission accomplie, le **Pacific Fisher** a repris la mer à destination du Japon. Techniquement tout semble s'être bien passé, si l'on en croit les commentaires du technicien de la **British Nuclear Fuel Limited** que j'ai entendu téléphoner en Angleterre.

Par contre, en ville et à proximité du port l'agitation a commencé dès le lundi matin. En début de matinée, et après midi, les lycéens, spontanément,

quittaient leurs établissements pour venir aux nouvelles qui étaient données sur la place de la mairie par les animateurs des 18 organisations opposées à l'arrivée des «déchets étrangers». Lorsque l'arrivée du bateau fut effective, la manif fut convoquée pour 18 heures. Alors qu'un mois plus tôt au terminal ferroviaire d'Equedreville, on avait compté moins de 2000 personnes, le défilé en rassemblait plus de 5000.

Après avoir parcouru le centre ville sous la pluie, la manif a franchi le pont tournant qui relie les deux parties de la ville pour se diriger vers la gare maritime. Retranchés derrière des chevaux de frises, CRS et gardes mobiles étaient prêts à l'action. Le matin j'ai vu arriver deux camions de dix tonnes environ surmontés de citernes équipées de canons à eau. Le face à face est très bref. Le défilé s'arrête et la bagarre commence. Plusieurs fusées de sommations sont tirées et les premières lacrymogènes partent. Posté dans une cabine d'aiguillages, entre les manifestants et les barrages policiers, je vois un véritable nuage de gaz lacrymogènes recouvrir toute l'esplanade et les voies ferrées qui aboutissent au môle où le **Pacific Fisher** est amarré. Pendant une heure et demie les manifestants tentent d'approcher malgré l'explosion des grenades soufflantes, les gerges d'eau et les tirs de grenades à main et à fusils. Il n'y a pas que des jeunes, c'est visible : les ouvriers et la population se sont déplacés.

Une mobilisation déconcertée

A vingt heures trente les écologistes du CCPAH et du CRILAN ainsi que la CFDT annoncent la dislocation. La

bagarre continuera encore deux heures. Beaucoup de Cherbourgeois constatent que c'est la première fois qu'une manif antinucléaire atteint une telle ampleur dans leur ville. Policiers et journalistes s'attendent à une nuit et à une matinée chargées. Il n'en sera rien, sitôt le départ du bateau le dispositif est levé.

Les chevaux de frises remballés, deux convois quittent la gare maritime sans être inquiétés, après que la police ait déblayé les premières centaines de mètres de rails jonchés de débris divers. Il pleut toujours autant. Les militants sont absents. Ils ont déjà vécu une nuit de veille car le bateau était attendu durant la nuit de dimanche à lundi. Au terminal ferroviaire les deux convois arrivent vers une heure du matin. Locomotives derrière, wagons plats devant, précédés par deux cheminots qui inspectent la voie. Les gardes mobiles de l'unique car présent ne descendront même pas. Deux policiers en civils surveillent la manœuvre. Les portiques à containers attendent à cheval sur la voie. Les camions équipés de remorques surbaissées destinées au transfert à La Hague en font autant. Le trajet s'effectuera mardi après-midi sans aucun problème.

Les écologistes ne semblent pas avoir saisi l'occasion qui



Photo GO/Klein

leur était offerte de continuer à manifester, même symboliquement, jusqu'aux portes du centre. Erreur d'appréciation, fatigue ou viscosité de la coordination entre 18 organisations dont les analyses globales divergent fortement, de la CGT au PS : les explications sont multiples. Pourquoi les mots d'ordre de grève n'ont-ils point été lancés malgré le dépôt de préavis pour le jour d'arrivée du bateau dans plusieurs entreprises ? Dès le dimanche soir, à la sortie de la réunion de la coordination j'ai cru déceler un flottement dans l'attitude à prendre. La CGT et la FEN sont ouvertement contre le mot d'ordre de grève. La CFDT, qui est très dynamique, a eu peur de l'affrontement, alors que mardi matin les ouvriers de l'arsenal remplissaient leurs poches de boulons dans les ateliers. L'interpellation de 4 d'entre eux pour insultes aux

policiers, a failli précipiter leurs camarades sur le terminal où les déchets se trouvaient encore. Finalement, rien ne s'est passé. A-t-on laissé passer une chance, ou au contraire évité une catastrophe ? On n'a pas fini d'en parler. Dans son impact national, le résultat est globalement favorable.

Les écologistes du Cotentin pourront-ils mobiliser autant de Cherbourgeois pour les mille tonnes et plus du contrat franco-japonais ? Certains d'entre eux ne regrettent-ils pas de n'avoir pas veillé une partie de la nuit, au moins pour observer les opérations ? Le mouvement s'est-il réservé pour l'avenir, ou a-t-il buté sur ses contradictions, ou sur celles que provoque la politique d'alliance large qu'il s'est fixée ?

Gilles Klein ●



Photo GO/Klein

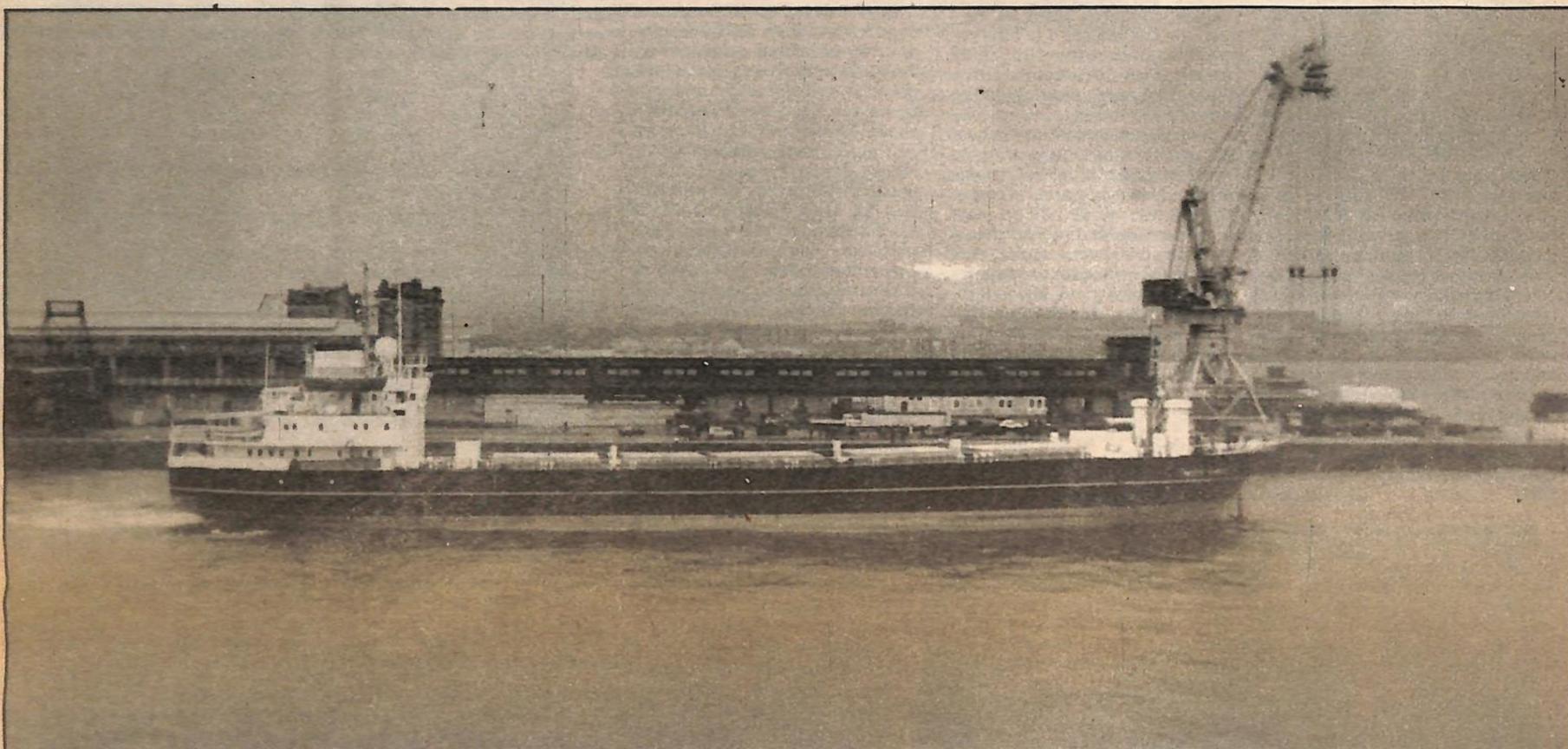


Photo GO/Klein

Une ferme volonté

La loi ne souffre guère d'exceptions : quand le fond est atteint la réaction d'amertume ou de désespoir d'un « mouvement » tend à le faire remonter, et souvent plus rapidement que ne le supputent les augures. Ces sursauts sont, par nature, imprévisibles. Ce qui vient de se passer à Cherbourg en apporte une nouvelle preuve. Après le défilé traîne-savates du 16 décembre, rien de pire ne pouvait se produire. Il est d'ailleurs probable qu'au degré de décomposition et de schizophrénie atteint par une grande partie du mouvement écologique et du mouvement anti-nucléaire, cet échec était nécessaire. Nous en avons tous besoin pour réfléchir (... pour polémiquer), pour nous rendre compte que pendant que des écologistes préparent à nouveau des élections, le pouvoir et la technocratie triomphante installent sans faiblir la société nucléaire. Au besoin en plantant quelques arbres ou en offrant aux gogues quelques jours de chasse en moins...

La colère et la détermination spontanées des écologistes de Cherbourg et de tous ceux qui réagissent comme eux montrent que lorsque l'objectif est clair le

« mouvement » n'a pas faibli, qu'il n'est pas passé de mode comme on l'explique gravement aux journalistes et aux élus à EDF et dans quelques ministères. Mais cela ne peut pas faire oublier que lorsque nous consacrons trop de temps à contempler notre nombril, nous avons l'air « absent », nous donnons l'impression d'être moins nombreux.

Et enfin, dernière remarque, il ne nous faut pas non plus oublier que notre action ne peut pas être seulement de type « militaire » avec des objectifs à atteindre, voire

La Crasse

La Crasse de la Manche, le journal du Comité contre la Pollution Atomique dans la Hague (BP 156 50104 Cherbourg), est paru juste avant que le Pacific Fisher ne touche terre. Au sommaire de ce 1^{er} numéro, beaucoup d'infos sur le nucléaire et la santé. 52% d'augmentation des décès à Cherbourg en 77, les cancers en augmentation de 65%... Quel rapport avec La Hague, voyons !

même pour certains à détruire. Il nous faut autour des tactiques, réussir à reconstruire une stratégie politique qui donne un sens à chacune de nos actions ponctuelles. Peut-être ces actions plus ou moins dures doivent elles s'insérer dans une stratégie de désobéissance civile et sociale. Car, pour ce que je crois savoir des inquiétudes gouvernementales et des milieux industriels, c'est la conjonction éventuelle d'actions dures illustrant de temps à autre un mouvement de refus et de rejet diffus qui pose le plus de problèmes à l'establisement économique.

Jouant sur le repli du mouvement écologique le gouvernement est fermement décidé à assumer des épreuves de force dans le domaine nucléaire et sur quelques grands aménagements. Il a l'intention de faire assez vite dans la mesure où les rapports des préfets et les « synthèses » des Renseignements Généraux font état d'une « hésitation » de l'opinion publique. En gros, actuellement, les adversaires et les partisans (parfois simplement résignés) de l'énergie nucléaire sont de force égale dans le pays. L'exemple de Cherbourg est une excellente illustration de la volonté officielle : le gouvernement français a littéralement exigé que le *Pacific Fisher* vienne livrer ces quelques tonnes de déchets, alors que de toute évidence, ils ne seront pas traités avant des années. Déjà, au mois de décembre, alors que les Anglais avaient signalé par radio aux autorités françaises qu'ils ne souhaitaient pas venir « affronter » le Greenpeace et les écologistes français, le gouverne-

ment français avait insisté pour que la livraison s'effectue comme prévu. Le décès survenu à bord du bateau avait fourni un excellent prétexte aux Anglais pour décider d'aller en Grance Bretagne. La polémique a repris presque immédiatement, les autorités françaises voulant faire, le plus tôt possible, « la preuve qu'elles pouvaient passer outre l'opposition des écologistes » et aussi démontrer leur « faiblesse » à l'opinion publique.

Parallèlement à cette « volonté », EDF et plusieurs ministères dont celui de l'environnement font activement travailler des instituts de sondage comme l'IFOP et la SO-FRES pour tenter de déterminer les « points faibles » de l'opinion publique et pour préparer une vaste opération de relations publiques sur le nucléaire qui sera lancée vers la fin du mois de mars. Pour ce faire les autorités n'utiliseront que les sondages les plus favorables... ceux dont les questions auront été le mieux biaisées. Celles du sondage qui vient de se terminer en Bretagne sont un modèle du genre. A ce propos il serait peut-être intéressant d'entreprendre une vaste campagne d'information pour mettre le public en garde contre ces enquêtes.

Voilà ce qu'il y a (entre autres) derrière Cherbourg, derrière une manifestation réussie. Le dernier round de la lutte anti-nucléaire vient de commencer et cette fois il s'agit d'une véritable épreuve de force qui dépasse les batailles locales.

C.M. Vadrot ●

Info

Nouvelle vraie

Le tribunal de grande instance de Roanne, n'a pas voulu reconnaître que le faux plan annonçant un exercice d'alerte en cas de rupture du barrage de Villerest, distribué par des militants du Comité de Défense des Gorges de la Loire était de nature à troubler l'ordre public. (cf GO n°242 et 244). Daniel Thévenet, Serge Chackine, Jean-Claude Myard et Bernard Giroud ont été relaxés. Le canular-mensonge qu'ils avaient distribué sous forme de tract à quelques dix mille exemplaires le 15 février 78 ressemblait-il de trop près à la réalité ?

La préfecture qui poursuivait à néanmoins sauvé la face. Les quatre écologistes ont été condamnés à 300F d'amende chacun pour avoir omis d'apposer sur leur tract le nom de l'imprimeur.

Vive déception dans les milieux gouvernementaux roannais à l'issue du verdict... Que ces derniers se rassurent, il n'est désormais plus interdit de faire circuler de fausses nouvelles et ils pourront en toute quiétude continuer d'affirmer que le barrage de Villerest ne se rompra pas, qu'il n'engendrera aucune pollution et qu'il ne servira surtout pas à la régulation des centrales nucléaires des bords de Loire.

Objecteurs associés & Cie

Attention, les lignes que vous allez lire ici, ne sont pas des lignes d'information, mais des lignes de propagande. Du moins, elles le deviendront prochainement si la Fédération des Objecteurs de Conscience est effectivement interdite. Verdict le 27 février.

Lundi 23 janvier, la première chambre civile du TGI de Nancy examinait la demande de dissolution de la Fedo, association loi 1901 dont l'objet principal, est-il besoin de le rappeler, est «de représenter et de défendre les personnes qui désirent être ou qui sont objecteurs de conscience».

Pour le substitut du procureur, M. Tailhardat, l'affaire est simple. La Fedo ne regroupe pas ceux qui se déclarent objecteurs mais ceux qui ne sont pas reconnus comme tels, c'est-à-dire les insoumis. Par ailleurs, l'organisation s'est fait remarquer en distribuant des tracts et en collant des affiches, violant ainsi le trop célèbre article L. 50 du code du service national, qui interdit de faire de la propagande pour le statut des objecteurs, «un texte qui existe et qui doit être appliqué». Un peu terne, le substitut, qui devait affirmer dans une des plus courtes démonstrations qu'un tribunal ait jamais connues : «Il n'y a pas remise en cause du droit d'association, puisque celle-ci est licite». Courte mais dangereuse. La première chambre civile prend ses desirs pour la réalité et souvent parvient à ses fins. Le 5 décembre dernier, elle obtenait la dissolution de l'association «Radio Mirabelle» qui diffusait dans la région sur 101 MHz.

Brillamment, Me Maire, un spécialiste des insurgés de Meurthe-et-Moselle, exposait le problème. Rappelant la définition lyrico-comique du droit d'association d'après l'encyclopédie Dalloz et selon laquelle «ce droit a son fondement dans la nature même de l'homme

qui lui inspire l'irrésistible besoin et lui impose comme condition absolue de conservation, de perfectionnement et de bonheur, l'heureuse nécessité de s'unir à ses semblables...» Il plaide pour la vie associative, à qui échoit souvent la mission de faire évoluer la loi. «Faut-il dissoudre les associations qui militent contre la peine de mort sous prétexte que la dite peine existe dans le droit français ?», demanda-t-il à l'adresse du président Vouaux.

Quant au dossier remis au Parquet, son état confine à la minceur extrême. Pour tout dire, il se résume à un document unique d'une demi-page dactylographiée émanant des Renseignements Généraux. On y apprend notamment que cette fraction non-violente de l'extrême-gauche s'est fait remarquer au cours de procès d'insoumis. Or, entre le 22 avril 78, date de la création de la Fedo et le 6 novembre de la même année, date à laquelle le Parquet entama les poursuites, il n'y eut aucun procès. Comment, dès lors, oser instruire une affaire sur la foi d'un bref rapport ni circonstancié, ni daté ?

Quant à Me Verkindt, du barreau de Lille, il devait souligner que l'article L. 50 «inutile», qui induit le délit de propagation de la loi était «la bouée de sauvetage» à laquelle le tribunal se raccrocherait en désespoir de cause. De fait, de l'information à la propagande, de la divulgation du statut à l'incitation à se soustraire aux obligations militaires, il n'y a qu'un pas martial qui pourrait être vite franchi. Si la Fedo devait être parmi les premières associations à

être victimes de l'inquisition, la voie serait ouverte à la mise au pas des associations qui auraient dévié de leur trajectoire initiale... La propagande gouvernementale nous est servie aux couleurs de la liberté. La liberté nous est interdite sous couvert de propagande... La justice est une triste boutique.

Vers des négociations

Du côté de la Fedo, en attendant de goûter aux joies de la clandestinité, on continue de s'activer. Pour elle, l'objection piétine depuis cinq ans, et il est grand temps de «négocier ce qui est négociable» auprès du ministre de tutelle, celui de l'agriculture. Du verdict de Nancy dépendra sans doute la possibilité d'entamer des pourparlers. La Fedo souhaite obtenir le libre choix de l'affectation des objecteurs dans les associations. La reconnaissance du Comité de Coordination du Service Civil comme organe administratif. L'obtention d'un temps légalisé de formation sur les problèmes de défense. Problèmes dont elle ne se désolidarise pas, mais qu'elle souhaite voir aborder également sous l'angle de la défense civile et de la non-violence. La création d'une sorte de commission paritaire incluant le CCSC, le ministère de tutelle et les organisations d'objecteurs pour la gestion concertée du service civil. On le voit, la volonté de la Fedo est d'aménager une base populaire pour l'objection de conscience et un cadre d'accueil pour les objecteurs. Parallèlement, la Fedo se bat pour des objectifs plus politiques qui ne

seront pas négociables : droit à l'objection pour tout motif y compris ceux à caractère politique. Droit à l'objection à tout moment, droit à l'information sur le statut, temps de service égal, suppression des Tribunaux Permanents des Forces Armées et abrogation de l'ordonnance de 1959, suppression des affectations autoritaires et abrogation du décret de Brégançon.

Le 27 février, la Fedo confirmée sera peut-être en passe de discuter avec le gouvernement. On mesurera alors son audience - elle a déjà conquis la gauche politique -

et sa capacité à régler le problème de l'objection. Rappelons seulement que sa sensibilité n'est pas la seule sur la scène de l'anti-militarisme. Le 27 février, la Fedo interdite s'apprêtera sans doute à expérimenter de plus près la désobéissance civile. Gageons alors que nous assisterons prochainement à un procès pour reconstitution d'association dissoute.

Y.-B. C. ●

Fedo, 54 rue de la Hache, 54000 Nancy.



Dessin Pierre Fournier

Que cette loi reste entre nous !

CODE DU SERVICE NATIONAL. Loi n° 71-424 du 10.6.71.

Art. L. 41 : Les jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes peuvent être admis à satisfaire aux obligations de service national, dans les conditions prévues par la présente section, soit dans une formation militaire non armée, soit dans une formation civile assurant un travail d'intérêt général.

Art. L. 42 : Les jeunes gens qui souhaitent se voir appliquer les dispositions de l'article L. 41 doivent adresser à cet effet au ministre chargé de la défense nationale une demande assortie des justifications qu'ils estiment utiles.

A peine de forclusion, cette demande doit être établie selon les cas : soit dans les 30 jours qui suivent la publication de l'arrêté visé à l'article 7 ; soit à la même date que celle de la demande par laquelle l'intéressé pose sa candidature à un appel avancé ou renonce avant terme au report de son incorporation.

Art. L. 50 : Est interdite toute propagande, sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente section dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires. Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 400 à 10 000 F.

Nouvelles de la planète bleue

Ça tourne au vinaigre pour les boues jaunes, Bételgeuse suite et béton aux Antilles.



Dessin Snut

Samedi matin on a appris au Havre l'inculpation de trois responsables d'usines chimiques de la Basse-Seine. Les vieux lecteurs de la GO se souviennent sans doute des boues rouges et des boues jaunes. Les premières sont rejetées par l'usine Thann et Mulhouse du Havre qui fabrique un pigment blanc pour les peintures et les plastiques, à partir de l'île Ménil. Séparant le fer et le titane contenus dans ce minerai, l'usine conserve le titane pour la vente et rejette de l'acide sulfurique et le sulfate de fer. Les jaunes proviennent de trois usines d'engrais. Pour une tonne d'engrais, on rejette quatre à cinq tonnes de déchets : les phosphogypses ou boues jaunes. Depuis 1975, les syndicats de marins-pêcheurs de la baie de Seine et du Havre soutenus par le Poséidon demandent la fin des rejets grâce à un recyclage des déchets. Malgré une longue suite de procédures devant les tribunaux administratifs pour faire suspendre les autorisations préfectorales de rejets, ceux-ci continuent à raison d'un maximum légal de 10 000 tonnes par jour. En avril 75, une plainte contre X était déposée. Après trois ans de procédure, elle vient d'aboutir.

Les directeurs de Thann et Mulhouse au Havre, de Rhône-Poulenc et de Azote Produits Chimiques à Rouen ont été inculpés par un juge havrais pour «rejets de substances pouvant nuire à la faune et à la flore marines». M. Bonneau, directeur de Thann et Mulhouse, n'est pas inquiété par cette nouvelle. Interrogé par téléphone, il a répondu qu'en cas de condamnation, il ferait appel, et que, de plus, il ne s'agirait pas d'un délit, mais d'une infraction... En fait Thann et Mulhouse a fini par être obligé de prévoir une diminution de ses rejets. Mais la COFAZ, une troisième usine d'engrais située au Havre dont la direction n'a pas (encore) été inculpée, prévoit de faire passer ses rejets par tuyau de 800 000 tonnes en 78 à 900 000 tonnes en 79. Cette usine est selon le périodique *La Lettre Normande* du 22 janvier la plus importante en Europe occidentale pour l'acide phosphorique, les engrais phosphatés et les engrais complexes. Pourtant son tuyau va cracher encore devant la plage un produit qui peut être utilisé pour faire du plâtre... Une affaire à suivre, où on en voit de toutes les couleurs. Pour terminer signalons que selon le président d'un des deux syndi-

cats de marins-pêcheurs en cause, les redevances payées par ces usines à l'agence de bassin pour pollution ont diminué en 79 de 40% par rapport à l'année précédente, et sembleraient avoir obtenu des autorisations de rejets définitives alors qu'elles n'étaient jusque-là que provisoires...

Plages «non fumeurs»

L'enquête continue après la catastrophe du pétrolier français Bételgeuse à Bantry Bay. Dans son numéro de février, le mensuel *Science et Vie* émet l'hypothèse que l'origine de la catastrophe soit due au blocage d'une vanne de retour d'air par le froid et le givre. La suppression aurait ensuite provoqué une déchirure des tôles et une étincelle suivie de l'explosion. Pour ne pas oublier la mer et ses grands espaces, plusieurs livres. *La Droite de Hauteur* de Le Soudier ; sous un volume restreint comme le dit la jaquette, de quoi calculer sa position grâce à des tables du soleil et des 44 étoiles les plus brillantes jusqu'en l'an 2000. *Ma Vie* par Beken, et *La Ronde Océane* par Gérard Pesty. Deux ex-pharmaciens. L'un a pris la succession de son père, comme le plus célèbre photographe mondial de bateaux, l'autre raconte ses balades, des Açores à l'Irlande en passant par les Antilles.

Le littoral bétonné n'est pas réservé à la Côte d'Azur, comme l'écrit Pesty, citant un guide : «Les atouts des îles sont considérables. L'abrogation du décret

interdisant les constructions à moins de 82 mètres de la limite de haute mer permet la construction immédiate de bâtiments les pieds dans l'eau». Même si certains hôtels comme celui situé à St. Thomas utilisent les énergies nouvelles c'est inquiétant. Ce bâtiment dispose d'un toit entièrement couvert de collecteurs solaires destinés à l'énergie nécessaire au conditionnement d'air... Il a surpris les spécialistes en débitant d'emblée près de 600 kilowatts». Je terminerai par cette histoire tirée du même livre «Dakar port pollué semble-t-il. Une bassine de friture prend feu. Le cuisinier affolé balance le brûlot par-dessus bord et le bassin entier s'enflamme. Bilan : deux chalutiers incendiés, des millions de dégâts...»

J'espère que l'on ne trouvera pas cette inscription sur les plages de l'an 2000 : «On est prié d'éteindre sa cigarette avant d'entrer dans l'eau». Bof, je ne fume pas.

Gilles Klein ●



La Gueule Ouverte n°246 du 31 janvier 1979



Photo Baumann

La BD s'en va en guerre

A l'occasion du 6^e Salon de la BD d'Angoulême, un certain nombre de journaux se sont regroupés pour pondre un texte commun (publié dans le N° 427 de *Charlie Hebdo*, le 18 janvier) dénonçant l'arbitraire total qui règne en matière de BD : une loi du 16 juillet 1949, destinée à la surveillance des illustrés pour enfants a été détournée par notre De Gaulle national, en décembre 1958, un peu après son coup d'état, et étendue à l'ensemble de la presse. De cette façon, le pouvoir en place peut interdire n'importe quelle publication en prétextant qu'elle peut choquer la jeunesse, et tant pis si c'est un journal pour adultes qui morfle... Il était temps que les gens de la BD agissent ensemble : depuis ces derniers mois *Ah nana* (aux Humanoides Associés) a disparu, *Pilote*, sans commission paritaire, a risqué vingt fois la mort et *A Suivre attend toujours d'être* enfin considéré comme un mensuel de BD. Autant de revues où le dessin est, au-delà du plaisir, un formidable moyen de contestation et de réflexion sur les conneries du capital. Le pouvoir le sait bien, et cherche à les éliminer.

Acheter certains journaux de BD devient donc un acte politique. On aura tout vu ! C'est pourtant la réalité : dans un monde où il faut se battre pour le respect de la moindre des libertés essentielles, ça devait arriver.

Bien sûr, nous engageons les lecteurs à soutenir ce manifeste contre la *censure hypocrite* et à mobiliser, s'il le faut, pour défendre cette presse-là. Si, par exemple, *Fluide Glacial* se fait interdire, on peut être sûr que *La Gueule Ouverte* ne tiendra pas longtemps. Après tout, nous aussi nous faisons peur à la jeunesse en causant des dangers du nucléaire !

Il suffit de lire quelques albums récents pour se rendre compte combien la BD aide nos luttes. Jetez un oeil, par exemple, sur le dernier album de Caza, *Accroche-toi au balai, j'enlève le plafond* (Ed. Dargaud, coll. *Pilote*) : chacune de ses bandes est un cri de haine très violent contre le monde des petits bourgeois irresponsables qui vivent coincés dans le HLM et qui, par leur égoïsme et leur mode de vie, justifient tous les abus de pouvoir des gens en place. Caza

Objection anti-nucléaire

Un chômeur belge peut refuser un travail pour des raisons écologiques, philosophiques ou laïques, vient de décider le Tribunal du Travail de Huy, près de Namur (Belgique)

Le Tribunal de Huy vient en effet de donner raison à un chômeur de la ville qui s'était vu retirer ses indemnités de chômage par l'Agence Régionale pour l'Emploi parce qu'il avait refusé de travailler comme électricien dans une centrale nucléaire.

Dans ses attendus, le Tribunal du Travail précise : « Il est évident qu'une personne qui croit sincèrement que l'énergie nucléaire aura pour conséquences la disparition de l'humanité, doit refuser de travailler dans le nucléaire, si elle est honnête avec sa conscience, il ne peut lui en être fait grief ».

Le Tribunal ajoute que : « l'emploi proposé à l'ouvrier n'était pas convenable, compte tenu de ses convictions laïques, écologiques et philosophiques ».

(AFP)

Du vent

L'Allemagne fédérale va construire sa première centrale éolienne productrice d'électricité cette année près

de Brunsbuettel, dans le nord du pays.

Selon un communiqué du Ministère Fédéral de la Recherche, cette centrale, la plus puissante et la plus moderne de son genre dans le monde, aura une puissance de 2 000 à 3 000 kilowatts.



Le communiqué indique par ailleurs que le Ministère de la Recherche subventionne actuellement 22 projets dans le domaine de l'énergie éolienne d'un montant d'environ 50 millions de DM. Parmi ces projets figure notamment une installation éolienne d'une puissance de 270 kilowatts qui sera construite également cette année dans le Jura Souabe. (AFP)

Panne de surgénérateur

Le premier surgénérateur mis en service en RFA, le prototype du Centre de Recherches de Karlsruhe, est tombé en panne en décembre dernier alors qu'il venait à peine de commencer à fonctionner.

Des bulles d'air se sont en effet infiltrées dans le sodium utilisé pour refroidir le réacteur et le surgénérateur s'est arrêté automatiquement. Un groupe de travail de la commission de sécurité des réacteurs à Bonn, responsable de l'autorisation de mise en marche des centrales nucléaires en RFA, va se réunir le 23 janvier prochain afin d'étudier les problèmes posés par cette « irrégularité de fonctionnement ». Ses conclusions seront importantes en ce qui concerne le prototype de surgénérateur de Kalkar actuellement en construction à la frontière Germano-Néerlandaise. Le réacteur de Karlsruhe (20 Megawatts) est en effet un modèle expérimental qui constitue le précurseur des surgénérateurs comme celui de Kalkar (300 Mégawatts).

D'ores et déjà, M. Friderich Hoelscher, un des six députés libéraux adversaires acharnés des surgénérateurs, a demandé l'arrêt des travaux de construction du prototype de Kalkar, posant comme préalable que le modèle expérimental de Karlsruhe fonctionne sans problème.

AFP.

raconte de mille façons, toujours plus sadiques, la mort de ses deux anti-héros, Yvonne et Marcel Miquelon, un pauvre couple déjà mort, qui bouffe de la purée en sachets, ne baise plus et reste rivé sur la télé. Chaque fois qu'il veut dormir, Marcel est dérangé par le voisin du dessus qui fait trop de bruit. Il doit même se lever et aller voir sur place. Ce qu'il découvre est toujours ahurissant et mortel. Que ce soit une réunion de cannibales, des couloirs de métro qui donnent sur l'espace, ou le locataire d'à côté qui l'envoûte, Marcel est foutu.

En mêlant la science fiction, le fantastique et l'onirique à la couleur et au réalisme du dessin, Caza réussit de purs chefs-d'œuvre où l'écologie est toujours défendue avec passion. Normal, Caza dessine aussi pour *La Gueule Ouverte* ! Et ses BD sont souvent prophétiques. Son *homo détritrus* nous attend déjà au détour d'une ban-

lieu de béton. Cette mutation que les ordures de la société de consommation ont subie, avec tous les produits chimiques qu'on trouve dans la bouffe et quelques particules radioactives échappées de la centrale d'à côté, vous l'avez sûrement déjà vue à l'œuvre sur votre voisin de palier... *Accroche-toi au balai j'enlève le plafond* (et son prédécesseur dans la même collection, *Scènes de la vie de banlieue*) font partie de la bibliothèque de l'écolo intelligent, et vous en êtes, c'est sûr ! De même que *l'Indien français*, dessiné par Ramaioli et raconté par René Durand, un jeune auteur de science fiction qui fait beaucoup parler de lui en ce moment (Ed. Glénat). Voici la vie exemplaire d'un quarantenaire, échappé de la répression, exilé en Amérique, qui réapprend l'harmonie avec la nature et les animaux, et devient un vrai Sioux. Il vit avec ses frères indiens toute l'histoire de cette race maudite, parquée dans des réserves,

colonisée et massacrée. Et il sait que les malheurs des Sioux se reproduisent partout dans le monde entier. En France, les communistes ont aussi été des *Apaches*, chassés par le pouvoir. Oscillant sans cesse entre la BD réaliste et le conte de fée (le héros parle avec les animaux, et a su créer, dans son laboratoire végétal, une espèce de Femme Chienne, le premier être d'un monde nouveau où la nature et l'homme seront enfin réconciliés), *l'Indien Français* est un bien bel album. A donner aux gosses, surtout, puisqu'il parle enfin des dessous du génocide indien, au milieu de toutes ces BD où les hommes rouges ne sont que des salopards qu'on tue pour se prouver qu'on est un héros.

Oui, la BD est avec nous, et il faut la défendre !

Bernard Blanc

Infos

Nogent sur Seine

Le préfet de l'Aube, M. Raymond Marchant, vient d'annoncer au conseil général de ce département que l'enquête d'utilité publique concernant l'implantation d'une centrale nucléaire près de Nogent-sur-Seine, serait ouverte du 1^{er} février au 29 mars.

A l'ouverture de la séance, le président du conseil général Aubois, le sénateur Pierre Labonde (P.R.), s'est élevé contre certaines administrations qui « prennent des décisions sans tenir compte des populations concernées ».

Giscard n'a qu'à bien se tenir... (AFP)

Le porte parole du Département a ajouté que des études allaient être entreprises dans ce site pour déterminer la meilleure façon d'entreposer ces déchets, provenant de réacteurs civils.

Le premier container d'uranium enrichi provenant d'une centrale nucléaire de Floride est arrivé au début du mois de décembre dans le Nevada, a précisé le porte-parole. Un second doit arriver la semaine prochaine.

Plus de 500 essais nucléaires ont eu lieu dans le désert du Nevada au cours des dernières 25 années. (AFP)

Nevada, paradis des jeux idiots

Le site d'essais nucléaires du désert du Nevada (Etats-Unis) a été reconverti en entrepôt de déchets nucléaires radio-actifs, a annoncé le Département Américain de l'Energie à Washington.

Erratum

Antoine Waechter, interviewé la semaine dernière par JL Soulié dans le dossier concernant les écologistes alsaciens, nous précise que ce n'est pas la CIME (coordination Inter-régionale des Mouvements Ecologistes) qui participe en tant que telle à « Europe Ecologie » mais seulement certains de ses groupes. Dont acte et mille excuses.

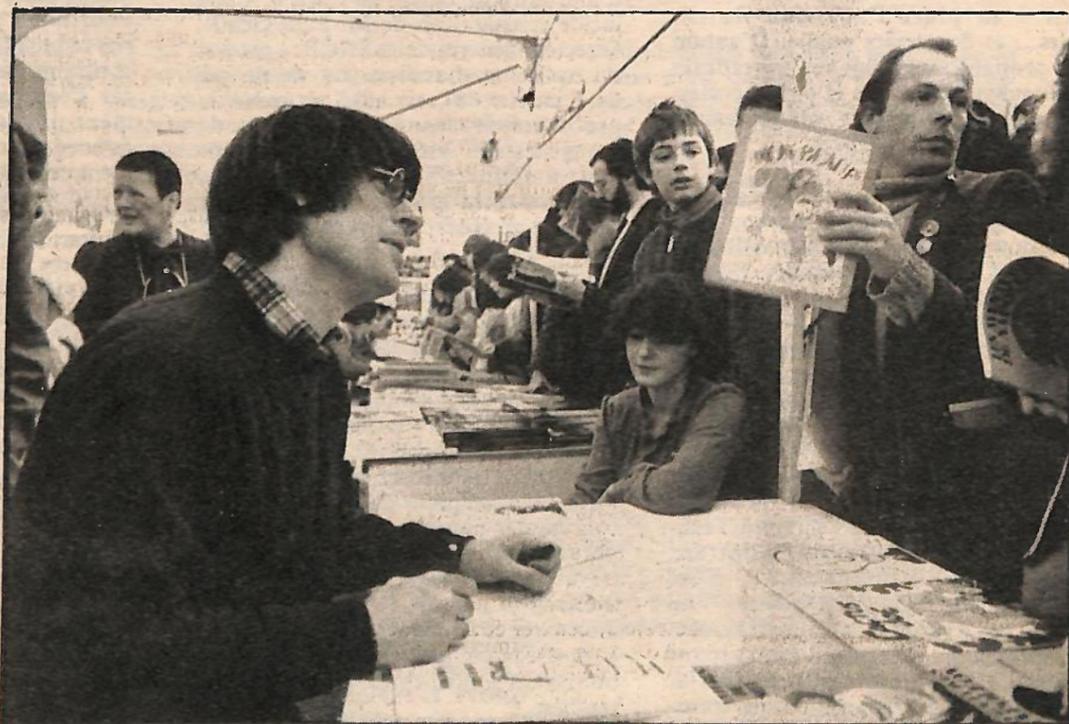


Photo Baumann

**Bien plus grave
que la hausse
des tarifs de la SNCF,
les fermetures
des lignes secondaires.
Le Contrat
de Programme 79-82
entre Etat et SNCF
en est truffé.
Mais il ne s'agit que
d'accélérer
un processus déjà
entamé...**

Dans les villes, transports collectifs et voitures individuelles se disputent d'abord la voirie: concurrence physique (cf. GO n° 219 du 19/07/78). Entre les villes, tout se joue dans l'attribution des crédits, le financement des infrastructures: concurrence économique. Pour le transport des marchandises (cf. GO n° 220 du 26/07/78), comme pour celui des voyageurs.

Nous avons vu la semaine dernière comment l'Etat met en œuvre - contre la conviction profonde, sinon les déclarations officielles, des dirigeants de la SNCF - les grandes orientations libérales du rapport Guillaumat. Il serait d'ailleurs plus juste de dire que le gouvernement n'entend appliquer que les mesures les plus défavorables au chemin de fer, parmi celles que préconise ce rapport, jetant au panier les rares contreparties tendant à égaliser les conditions de concurrence rail - route. Comme par exemple le quintuplement de la taxe à l'essieu touchant les poids-lourds. Ou encore, le respect des quarante heures de travail hebdomadaire des camionneurs, qui font actuellement des semaines de soixante-deux heures... en moyenne.

Mais personne ne semble pouvoir dire aujourd'hui comment les procédures définies dans ce fameux contrat de programme pour 1979-1982, concernant les fermetures de lignes secondaires notamment, vont s'articuler à ces procédures à peine plus anciennes et encore en cours d'application, dites des Schémas Régionaux de Transport Collectif.

Dans un louable souci de décentralisation, l'Etat a décidé en 1974 de laisser chaque région administrative disposer librement de l'argent qu'il versait jusqu'alors pour combler le déficit des lignes ferroviaires omnibus. Dans la plupart des cas, les régions assumeront ainsi à sa place l'abandon de ces lignes... et du service public. D'autant plus probablement, que ces procédures se déroulent entre élus et technocrates, sans que la population soit seulement tenue informée des débats.

Par exemple, le Conseil régional Rhône Alpes doit adopter au cours de sa session hivernale un Schéma Régional des Transports Collectifs (SRTC pour les rares intimes dont vous et moi faisons désormais partie). Personne n'en parle: pas un élu, pas un journal, pas un parti politique, pas un syndicat, pas la SNCF, pas les transporteurs routiers... Seules quelques associations d'usagers ont tenté de lever le voile. Sans grand succès: elles ne savent même pas laquelle des trois propositions élaborées par un "Comité Technique" - auquel elles ont pourtant participé tant bien que mal! - a été retenue par le "Comité Directeur" du SRTC, composé d'élus de la région et de représentant du Conseil économique et social. C'est dire si la participation de la population à l'élaboration des trans-

ports dans leur région est importante grâce au SRTC! Le seul débat public et rapporté par la presse sera celui du Conseil régional (composé, comme chacun sait, des parlementaires de la région, d'élus des Conseils généraux, et d'élus des grandes villes): drôle de débat, autour d'un seul schéma possible! Mais l'essentiel n'est pas que les élus décident: c'est qu'ils croient décider.

Ne désespérons pas: la procédure des SRTC est pavée de bonnes intentions: « améliorer les services offerts aux usagers; mettre fin à l'attraction excessive de la région parisienne; favoriser les économies d'énergie, un aménagement équilibré de l'espace régional, la qualité de la vie et le développement de l'espace régional. »

Hélas! Quand on voit ce que ça donne généralement dans la pratique, on est tenté de qualifier ces beaux discours par une formule à la chinoise: « agiter le drapeau vert pour combattre le drapeau vert ».

En fait, « seules les infrastructures existantes doivent être considérées ». Et seules les sommes compensant aujourd'hui les déficits ferroviaires omnibus sont en jeu. Le problème est donc posé en termes de comptabilité sectorielle, d'économies à rechercher, et non, comme il le devrait, en termes de développement des services proposés aux usagers, en termes de coûts sociaux.

Les régions, ainsi incitées à rechercher des économies à court terme, vont la plupart du temps transférer sur route les déplacements assurés par les omnibus de la SNCF: l'autocar remplace l'autorail.



Photo GO/Lény

« La baisse du trafic dans une zone conduit le chemin de fer à réaliser des économies d'exploitation qui risquent d'entraîner une baisse de la qualité du service qui, à son tour, est génératrice d'une nouvelle baisse du trafic ». Cette lucide constatation de M. Paul Gentil, Directeur général de la SNCF, à propos du trafic marchandises (La vie du rail du 7 janvier 78), est aussi au cœur du problème des lignes secondaires de voyageurs. En fait, il faudrait investir pour améliorer les services rendus, développer la fréquentation de ces lignes, et les rendre enfin rentables.

Parenthèse. Rentables, dites-vous? Mais on s'en fout! Disons plutôt "plus rentables", ou "moins déficitaires", mais surtout précisons nos critères! Le produit national brut est un concept absurde - même Giscard d'Estaing l'a expliqué un jour! - parce qu'il comptabilise tous les gaspillages, toutes les destructions. Le transport par route à l'avantage, du point de vue du PNB, de consommer plus d'énergie, de matières premières, de valeur ajoutée par le travail, de journées d'hôpital, etc., que le transport par rail. Ce dernier est donc moins rentable pour l'économie libre et plus écologique - ces deux propositions étant équivalentes. Fermons la parenthèse!



Photo GO/Lény

La mort du rail

Si t'es fatigué t'as qu'à prendre l'

Mais le déficit des lignes omnibus appelle d'autres remarques. Il ne représente que le tiers du déficit total de la SNCF (soit tout de même un milliard de franc chaque année). Malgré les nombreuses suppressions de services ou de lignes survenues depuis 40 ans (la moitié du réseau a disparu), ce déficit total n'a jamais pu être résorbé. Cela n'a rien d'étonnant, les lignes secondaires alimentent les lignes principales. Quand elles ne fonctionnent plus, l'usager qui n'a pas simplement besoin de se rendre d'une grande ville à une autre, renonce à prendre le train et lui préfère la voiture. Il faut donc abandonner la notion de rentabilité comptable ligne par ligne, seule celle du réseau global a un sens.

Inversement, il n'est pas d'exemple de relance réfléchie d'une ligne auparavant déficitaire, qui n'ait pas réussi. En témoigne le succès de certaines dessertes cadencées régionales: Stélyrail (Lyon-St Étienne), Métrolor (Thionville - Nancy - Metz), Métrazur, Métroloire, etc... Le chemin de fer est une technique à rentabilité croissante. Les infrastructures existantes - souvent amorties depuis longtemps - doivent être utilisées à plein et drainer le maximum de clientèle. Quand il n'y a pas de train, il n'y a pas de voyageurs... Pour lutter contre le déficit, il ne faut pas réduire l'offre de transport, mais au contraire l'améliorer. Le trafic suivra, car l'équipement crée l'usage. Autrement dit, la demande n'est pas une donnée immuable, elle dépend fortement de l'offre.

Or, et c'est là le drame, l'idée d'investir dans le chemin de fer ne semble pas effleurer les régions. Elles en auraient pourtant les moyens... si elles investissaient moins pour les aménagements de voirie, qui accaparent de 20% (Rhône-Alpes) à 40% (Lorraine) de leurs budgets. Contre quelques pour cent pour le rail - dans le meilleur des cas. Pourtant, si le pourcentage des crédits régionaux affectés aux routes et autoroutes augmente sans cesse, les solutions routières ne sont jamais définitives, en raison du trafic nouveau qu'elles induisent en incitant à l'utilisation de la voiture. Or à l'évidence, si l'élargissement d'une route est nécessaire, c'est que le déplacement concerné ne relève plus du transport individuel, mais du transport collectif.

Plus encore que l'Etat, les régions favorisent donc délibérément la route; et la quasi-totalité des SRTC adoptés ou en "débat" comportent de nombreux transferts sur route. Dans la région Rhône-Alpes par exemple: Roanne - St Germain des Fossés, Nantua - Bellegarde - Divonne, Grenoble - Veynes, et surtout, surtout, Lozanne - Paray le Monial*! En Bretagne, autre exemple, dès 1972 des mesures restrictives avaient été prises: suppression d'arrêt à Quimperlé, suppression des livraisons à domicile des colis express, interdiction de certains trains aux voyageurs possédant des cartes d'abonnement, etc. Néanmoins, ces mesures furent suspendues en raison de la grogne des usagers. Mais depuis le 1^{er} octobre 78, la situation s'est brutalement aggravée. L'étendue des mesures nouvelles est vaste: suppression d'arrêts pour certains trains en direction de la capitale: Rosporden, Quimperlé, Hennebont, Questembert, Messac sur l'axe sud, et Plouaret sur l'axe nord. On a alors la joie d'être à Paris 24 minutes plus tôt par le sud et 7 minutes par le nord! Il existe même un projet qui à l'horizon 1990 ne laisserait intacte que la ligne Paris - Rennes. Rennes, terminus, tout le monde descend!

Une exception toutefois à ce sombre tableau: le schéma adopté par la région Nord, où la conjonction d'une ferme volonté politique de favoriser les transports collectifs, et des conditions de départ favorables (forte concentration urbaine, réseau dense et en bon état), a permis à MM. Mauroy (PS) et Viron (PC) d'utiliser la libéralité relative de cette procédure des SRTC pour améliorer sensiblement les relations de ville à ville. Assurant en outre l'emploi, à l'usine de wagons de Valenciennes... Hommage leur soit - une fois n'est pas coutume - ici rendu.

L'autocar remplace l'autorail. Cette politique d'économie à courte vue n'est pas sans conséquence. Rapidité, confort (pendant trajets et attentes), commodité (les installations fixes, gares et rails, structurent l'espace), capacité et surtout fiabilité et sûreté de l'autorail sont largement supérieurs. L'autocar doit donc être réservé là où ses qualités propres, souplesse principalement, l'imposent vraiment: trajets courts, ou très montagneux, etc. Il faut donc



é, omnibus

discuter en termes de complémentarité et non de concurrence.

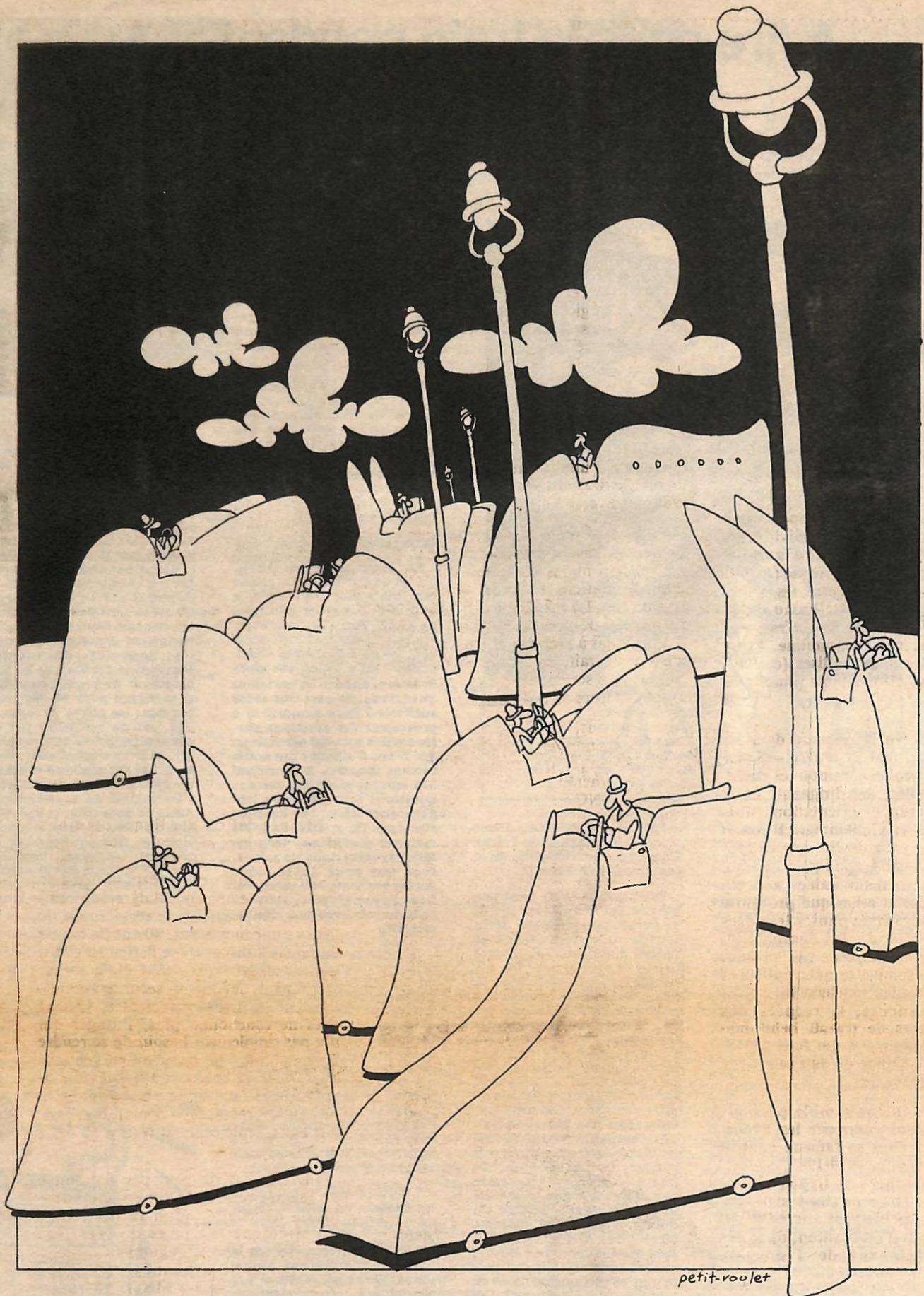
Car l'expérience montre que lorsque le car remplace le train, la baisse de qualité du service rendu est telle qu'une chute très importante de clientèle s'en suit rapidement - de 30 à 50%. Du coup, le transport collectif sur route revient à son tour "non rentable", et disparaît.

Place est enfin faite aux bagnoles !

Cédric ●

avec l'aide de Dominique et du rapport « **Des transports modernes pour la région Rhône Alpes** » disponible auprès de l'ADTC, c/o J. Sivardière, 8 avenue de l'Europe, 38 120 Saint Égrève, contre 10F en timbres.

La Clayette se trouve sur cette charmante petite ligne (NDLR).



petit-roulet

Le dernier train, le dernier rural

un département sous-développé type : l'Ardèche

L'Ardèche disposait en gros jusqu'à une époque récente, pour le transport des voyageurs, de 370 km de voie ferrée constitués par :

- le réseau CFD à voie étroite du Vivarais, classé d'intérêt général, qui se prolongeait jusqu'en Haute-Loire;

- le complexe SNCF dit "Étoile de Vogüé" qui prenait naissance au Teuil et pénétrait dans le Gard (Alès);

- le parcours ardéchois de la ligne SNCF rive droite du Rhône Lyon - Le Teuil - Nîmes (cf. la photo de Une de la dernière GO).

La construction de ces voies ferrées avait nécessité des investissements considérables, du fait notamment des nombreux ouvrages d'art nécessités par un relief extrêmement tourmenté.

C'est ainsi que pour le réseau CFD du Vivarais, qui s'élevait d'une centaine de mètres d'altitude jusqu'à près de 1100 mètres, avec d'innombrables courbes, il avait fallu édifier pas moins d'une

soixantaine de viaducs en pierre (de 2 à 7 arches), près d'une cinquantaine de ponts dont 25 métalliques et une quinzaine de tunnels.

Ce dernier réseau était en correspondance avec la SNCF en 4 points différents. Il faisait vivre directement plus de 2000 personnes.

Or par des décisions prises à tout le moins avec beaucoup de légèreté :

- le réseau d'intérêt général du Vivarais a, par étapes successives, été entièrement supprimé et défermé. Seuls subsistent dans sa partie ardéchoise une quarantaine de kilomètres exploités saisonnièrement sous forme touristique.

- les circulations voyageurs ont été supprimées en totalité sur les lignes SNCF de l'Étoile de Vogüé et, en dernier lieu, sur la ligne de la rive droite du Rhône.

Conséquences : le département de l'Ardèche est le seul en France à ne plus avoir de dessertes ferroviaires régulières pour le transport des voyageurs. Le seul, pour l'instant... Il est démuné de

ce fait de tout accès direct par chemin de fer aux centres régionaux les plus voisins : Valence, Alès, Le Puy, St Étienne, et a fortiori aux métropoles régionales, Lyon en particulier. Enfin, la préfecture (Privas) et la ville la plus importante (Annonay) sont sans doute les seules - toujours pour l'instant - dans leur cas en France, à être privées de trains de voyageurs.

D'autre part l'organisation des services routiers de remplacement des trains a été déficiente à un point tel que certaines localités (auparavant desservies par le train) ont été pratiquement délaissées, et que dans de nombreux autres cas la dégradation des conditions de déplacement, qui est résultée de cette substitution, a conduit certaines catégories d'usagers (personnes âgées et handicapés en particulier) à renoncer à se déplacer.

La conjonction de ces divers éléments régressifs - ajoutés à d'autres il est vrai - est lourde de conséquences économiques et sociales : **l'Ardèche, qui a**

perdu les deux tiers de sa population en moins d'un siècle, voit ses communes rurales, qui représentent la presque totalité du département, se vider peu à peu, comme l'a illustré éloquemment le dernier recensement.

Remarque : les lignes dites secondaires sont utiles aussi aux usagers des grandes lignes : en cas d'accident ou de réfection d'un ouvrage d'art, elles permettent le détournement des trains, sans une trop forte augmentation du kilométrage si le maillage du réseau est suffisamment serré.

Ainsi le Paris - Briançon a-t-il été détourné par la ligne Lyon - Grenoble - Veynes lors de la réfection du viaduc du Claps. C'est après un éboulement sur la ligne Culoz - Aix les Bains qu'on s'aperçut de l'intérêt de la ligne St André le Gaz - Chambéry, aujourd'hui parcourue par les turbo trains Lyon - Chambéry.

A lire dans le train pendant qu'y en a encore

Le bon-homme sauvage



Alain Hervé est un blondinet à la barbe sage qui passe pour snob alors qu'il n'est que timide et qui passe pour rédacteur en chef du **Sauvage** alors qu'il n'est qu'un navigateur solitaire en permission sur terre. Ça fait beaucoup de quiproquos. Les masques tombent à la lecture de «L'homme sauvage», recueil d'articles et de réflexions d'un vrai ami de la sagesse (philosophe). On découvre un philologue, un être patient calme et sensuel qui fait le tour de son éco-niche à pas lents, sans se prendre pour le propriétaire des lieux. Il y aime les palmiers, la mer et les êtres vivants que l'homme appelle les «bêtes». Il inspecte avec un dégoût amusé les murailles de l'atmosphère avec quoi l'homme protège son absence de vie. Il ferraille pour l'honneur avec la technocratie sans se faire d'illusions sur l'issue du combat, recense tous les hommes de droite qui se disent à gauche, plaint les citadins si peu urbains, flirte un brin avec l'apocalypse, se moque terriblement et sans pudeur des méchouis géants qui attendent la race humaine, puis déserte son studio parisien et file sur une île déserte de la mer Egée.

Une disparition

Pleurons mes sœurs. Les **Cahiers du GRIF** (Groupe de Recherche et d'Information Féministe) cessent de paraître. Bon, ça y est. Encore un appel au peuple, encore un chantage: abonnez-vous ou on coule. Point du tout. Vous n'y êtes pas.

En pleine ascension, en pleine réussite, - en cinq ans la diffusion est passée de 1000 à 7000 exemplaires - Les **Cahiers du GRIF** se sabordent. «**Tout va bien, tout va pour le mieux. Et pourtant, nous décidons d'interrompre la publication des Cahiers pendant au moins un an. Pourquoi?**»

On s'arrête...

Les raisons de cet arrêt sont certainement complexes mais on peut en dégager de deux

Et dire que Perdiel, directeur du **Sauvage** et de **L'Obs** finance ce genre de paresseux et encourage le crime!

Tout le monde ne peut pas suivre Hervé sur son île qui ne serait plus déserte. Mais tout le monde peut lire ce recueil doux-amer et chacun peut y chercher une île, un refuge, un entracte dans la course en sac. Ce livre tombe pile au moment où l'on demande ce que veulent au juste les écologistes. On y verra l'originalité d'une pensée: science neuve, l'écologie tend, sans prétention, à l'universel parce que, qu'on le veuille ou non, nous sommes tous embarqués sur le même rafiote. Les écologistes, dit Hervé, peuvent se tromper, errer, chuter, ils ne sont qu'humains. L'écologie est «aussi peu discutable que la théorie de la pesanteur». Science du milieu vivant, elle intéresse aussi ceux qui en ignorent jusqu'au sens. Les idiots croient l'écologie «finie» parce que les écologistes n'ont eu que 5% aux élections! Les idiots ont déjà brûlé Galilée. La terre n'en est pas devenue plate pour autant...

Arthur. ●

«L'homme sauvage», Stock 2.

sortes: celles qui sont liées au fonctionnement même du journal et celles que l'on peut rattacher à une certaine crise de croissance que connaît le féminisme actuellement. Les féministes du GRIF ont évolué: leur vie, souvent grâce au journal, a été modifiée. «**Tout groupe féministe est aussi le lieu où chaque femme se retrouve elle-même, reprend possession de ses énergies propres.**»

Et puis il y a aussi la fatigue, l'usure de celles qui devaient assurer l'intendance. Plutôt que se «résigner à la division du travail, à la spécialisation, à l'organisation administrative ou même à s'intégrer à une maison d'édition parisienne» elles ont choisi de s'arrêter.

Et on réfléchit.

Le féminisme en 1979, qu'est ce que c'est? La presse féministe de 1979 n'a rien avoir avec la presse féminine de 1973. Tous les journaux féminins, aujourd'hui, abordent les grands thèmes «féministes». «**Il y a cinq ans encore le seul énoncé de certaines questions, de certains mots suffisait à faire scandale et à provoquer des réactions passionnelles souvent agressives. Qui n'ont d'ailleurs pas entièrement disparu. Aujourd'hui ces mêmes mots ces mêmes questions font partie du langage quotidien, ont droit de cité dans les médias, dans les maisons d'éditions, dans les familles voire dans les salons, sans que pour autant leur portée véritable soit assumée. Leur expansion est souvent allée de pair avec leur affadissement.**»

Le bilan de ces cinq années est loin d'être aisé, loin d'inciter au triomphalisme. Bien sûr la question des femmes se trouve reprise par les syndicats, les partis politiques et les médias. Mais cela ressemble trop souvent à une récupération superficielle qui ne remet en cause rien de fondamental. Il devient urgent de ne pas se laisser piéger par des apparences démobilisatrices, essentiel de garder au mouvement des femmes toute sa force révolutionnaire.

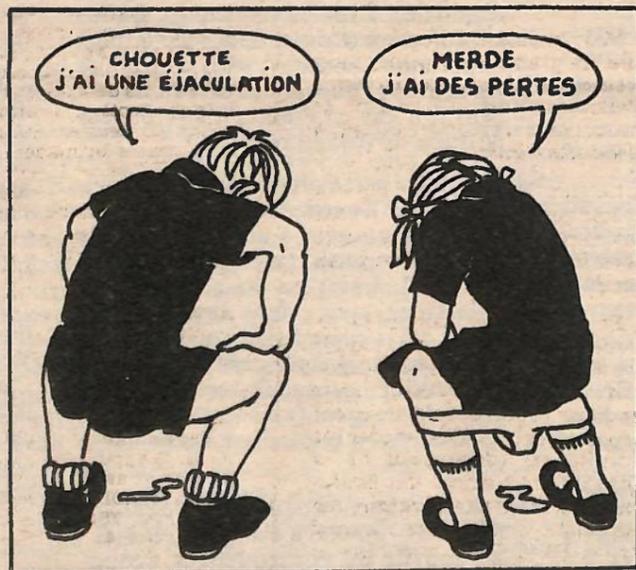
L'équipe qui «fabriquait» les **Cahiers du GRIF** a décidé de s'arrêter. Pour faire le point.

«**Nous n'abandonnons pas la lutte: nous luttons autrement. Nous ne sommes pas essouffées: nous respirons plus profondément. Nous ne sommes pas divisées: nous nous regroupons autrement. Abandonner la publication des Cahiers n'est pas un signe d'échec mais de vitalité.**»

Christiane Ellis ●

Cahiers du GRIF
59 rue H. Van Zuylen
1180 Bruxelles
Numéros 23-24 décembre 78
«Où en sont les féministes?»

Dessin Marie-Laure



Un nouveau dans la presse écolo

Quelques anciens de l'Agence de la presse Réhabilitation Écologique viennent de sortir le numéro 0 d'un nouveau mensuel au titre évocateur de «**Le vent se lève...**». Dans un éditorial, l'équipe de rédaction explique le «pourquoi» d'une telle initiative.

«**Le vent se lève... est donc le successeur d'Écologie, «mensuel de réflexion et d'analyse» dont l'absence, à notre avis, se fait nettement sentir. Nous pensons que les militants et sympathisants écologistes ont besoin d'une telle revue qui leur soit propre, c'est-à-dire qui soit fondée sur les idées forces développées par le courant depuis le début des années 70. Idées forces totalement neuves à l'époque mais qui, plus que d'autres sans doute, font leur chemin, en dépit de multiples tentatives d'assimilation par les pouvoirs dominants. L'ambition du Vent se lève..., est de réfléchir sur le chemin parcouru et à parcourir, et d'analyser, entre autres, les formes que revêt la récupération. Quelle que soit l'évolution de la situation dans ce domaine, la spécificité du Vent se lève... condition de son utilité pour le courant écologiste, demeure entière. En tout état de cause, il n'est pas question pour nous de sortir un journal**

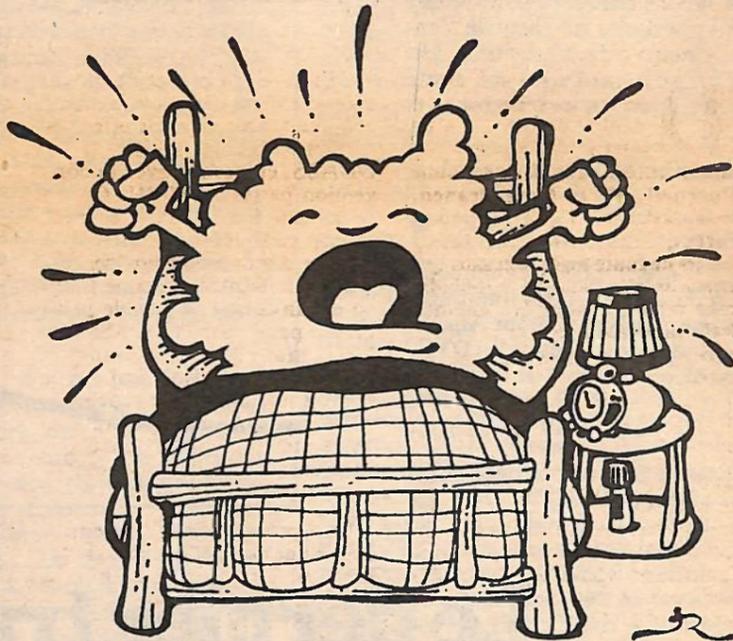
pour le plaisir: l'accueil que les premiers numéros recevront nous permettra d'éclaircir ce point et d'agir en conséquence.

Dans ce numéro 0, Emmanuel de Séverac présente une analyse intéressante du mouvement écolo et pose les jalons d'un avenir possible pour celui-ci. Autre son de cloche, mais harmonique, avec Michel Jourdan qui trace les itinéraires de certains pour qui l'écologie c'est avant tout «un art de vivre». Dernière facette: la géothermie, une alternative au nucléaire souvent écartée.

Au programme des prochains numéros: l'information écologique, le nucléaire quotidien, les alternatives rurales.

Ne ratez pas la sortie du premier numéro, fin mars 1979. Sinon, l'évolution d'un mouvement aussi instable que celle du mouvement écolo risque de vous échapper à tout jamais. La diffusion se fera uniquement par abonnement (**Le vent se lève...**, 60 avenue Henri Barbusse, 45 700 Villemandeur): 6 numéros, 55F; 12 numéros, 100F (chèques à l'ordre du «**Vent se lève...**»). Les librairies sympathisantes diffuseront également ce mensuel «de réflexion et d'analyse écologiste».

Marc Thivolle. ●



La face cachée de l'écologie

Les Amis de la Terre du Nord ont décidé leur neurones en constante ébullition. Après avoir publié avant les élections législatives «**La deuxième porte à gauche**» qui donnait certains des éléments d'une vision écologiste de la politique, du pouvoir et de l'économie (brochure toujours disponible à leur local 51 rue de Gand 59 000 Lille, 9F), ils remettent ça avec la publication de «**La face cachée de l'écologie**». Retour aux sources de la science écologique, ce n°15 de «**L'envers du Nord**» (ex-«**Légitime Défense**»), le délie sécuritaire les ayant contraint à changer de titre), se veut un outil de base pour la compréhension des notions cybernétiques et systémiques que nous utilisons trop souvent dans nos analyses comme de purs gadgets intellectuels. Ce qui ne les empêche pas de se poser la

question du rapport de l'écologie comme science à l'écologie comme pratique politique et de déboucher sur une conclusion en forme d'interrogation: «comment construire une société démocratique?». Avec, en fond, cette constatation lucide: «Si une société plus juste sera forcément écologique, une société écologique peut fort bien ne pas être juste». Et de tourner nos regards vers le «Parti vart ouest-allemand pour qui «écologie» rime avec «catastrophes» et «Etat fort».

Marc Thivolle. ●

«**La Face cachée de l'écologie**», n° 15 de «**L'envers du Nord**», 4ème trimestre 1978, 6F. A commander soit aux Amis de la Terre du Nord (51 rue de Gand, 59 000 Lille), soit à notre service librairie.

Les trois fées Carabosse de l'enfance en danger

Pour une fois que Parquet, DDASS et Juge d'enfants s'entendent, c'est, comme de bien entendu, sur le dos des gosses.



D. r.

Depuis qu'en juin 1978, Terre des Hommes a décidé de retirer, elle-même, les deux petits enfants coréens Kim à leur famille d'accueil, M. et Mme Branco, l'association est l'objet de procédures qui lui tombent dessus en dehors de toute logique et sans que jamais on n'y distingue la moindre trace d'intérêt pour les enfants. Bref, bataille rangée sur la forme, mais ignorance systématique du fond.

Ce n'est pourtant pas faute de s'être entourée d'un luxe de précautions puisqu'il s'est passé... un an et demi entre la première (et seule) lettre-signallement de la Direction Départementale d'Action Sanitaire et Sociale (DDASS) des Ardennes à l'association (le 28 janvier 1977) et le retrait des enfants par cette dernière à la sortie de l'école en juin 1978.

Sans broncher

Un an et demi. Pendant un an et demi, il y a des gens, des notables... des hommes, des femmes, qui n'avaient qu'un coup de fil à donner, une signature à apposer, qui ont pu lire sans broncher des expressions appliquées à des enfants, telles : «traumatisme de la cuisse gauche... Fracture à long biseau du fémur... Traumatisme cranio-facial... Fractures dues de toute évidence à des coups...» A des enfants de 4 et 6 ans, déjà victimes dès leur naissance du comportement des adultes. Eh bien, ces gens-là, qui représentent la Justice, la Santé auprès des enfants en danger, ces gens-là n'ont rien fait. Rien.

Par contre, on assiste actuellement à une bagarre de procédures dont le responsable apparent est l'avocat des Branco. En fait, elle n'est que le résultat d'une convergence : naïveté-légereté de Terre des Hommes, incapacité et mépris humain de la DDASS, du Parquet et du Juge des enfants.

Dès qu'il y a projet de placement d'enfants, il y a une première enquête sociale. Elle est effectuée par les assistances sociales de la DDASS, en accord avec la convention passée avec TdH. Or, en ce qui concerne la famille Branco, on apprend que cette dernière était connue depuis longtemps des services de la DDASS, puisque Branco est un enfant de famille nombreuse passé par la DDASS. En 1973, marié depuis dix ans, le couple habite Sedan. Seul stérile parmi toute une fratrie proche les uns des autres, il supporte très mal cette stérilité. Sans doute par compensation d'une enfance difficile, il pense à l'adoption.

Une première fois, ils accueillent une petite fille, nièce de M. Branco. La sœur de celui-ci a disparu. Après quelques mois, la DDASS enquête et leur retire l'enfant, «à l'amiable», dit-on. C'était une petite métisse.

Peu de temps après, une jeune femme leur abandonne définitivement et quasi clandestinement son bébé de un mois. Il s'agit du petit Ronald. Enfant blanc sur qui les Branco peuvent enfin projeter leurs sentiments et en qui ils se reconnaissent. Il est tout de suite choyé.

Lorsqu'on leur propose les petits enfants Kim, ils acceptent. Mais ils taisent l'existence du petit Ronald... Comment peut-on cacher l'existence d'un enfant, dans le cadre de deux enquêtes pour placement d'enfants ! On reste surpris, dans cette affaire, par la légèreté de ces enquêtes. Celle des assistantes sociales, enquêtrices professionnelles donc, et qui ignorent les antécédents de la famille Branco. Celle de TdH, qui a au moins l'excuse d'être menée par des bénévoles.

Au cours de la conférence de presse du 26 janvier dernier, TdH a déclaré : «...Il se trouve que les bonnes intentions des familles sont réduites à néant par leur vécu psychologique, qu'elles ne peuvent assumer. C'est alors la

venue de l'enfant qui sert de révélateur.»

C'est possible, mais pas convaincant.

Le racisme latent ou primaire

Lorsqu'ils accueillent les petits Kim, les Branco habitent Reims. Ils sont loin de leur contexte familial, qui avait conduit au rejet de la petite métisse. D'entrée, les relations famille adoptive/enfants de couleur ne semblent pas avoir été mauvaises.

Puis, la famille retourne habiter Sedan, et la situation se dégrade rapidement. Branco, homme apparemment calme, est sujet à des colères violentes et irraisonnées, séquelles sans doute d'une enfance «inadaptée»... Il est vraisemblable qu'il n'a pas su ou pas pu alors assumer le racisme, latent ou primaire, des siens.

Toujours est-il qu'il apparaît, à Sedan, que les enfants Kim sont maltraités par leur famille d'accueil.

Terre des Hommes seule à se battre

Que vont faire les «autorités» ? On pourrait penser que le directeur de la DDASS aurait à cœur d'intervenir (il est payé pour ça...). Eh bien pas du tout ! Il ne peut rien faire... «Les enfants ne sont pas immatriculés chez lui». Et M. Mauries ignorera l'article 63 du Code Pénal (1), article dont le fondement même lui procure son casse-croûte.

Le Juge des enfants, de son côté, estimera l'affaire «très délicate». Il ne fera rien. Les enfants sont en effet placés depuis plus de six mois en vue d'adoption, ce qui fait obstacle à leur restitution (article 352 du Code Civil).

Quant au Substitut... il s'aperçoit, dans les textes, que TdH n'a qu'une tutelle de fait, mais pas de droit. Ce qui ne résout rien. Et durant ce temps, les deux petits Kim continuent à être martyrisés.

TdH est seule à se battre. Elle n'ose cependant pas attaquer de front la DDASS, dont elle dépend sur le plan de l'action.

Ce n'est pas la première fois qu'elle est confrontée au problème de l'incompatibilité enfants/famille d'accueil. Mais cette fois, les choses sont plus difficiles : Branco est violent, susceptible. Il fait peur aux gens en place (et aux gosses alors ?). On délègue un huissier - une fois, deux fois - avec la bénédiction du Substitut. Il se débîne, le brave homme... Il a peur des coups ! Kafka, Ubu, à moi !

Mais comme TdH insiste et... que les grandes vacances sont proches, on lui donne le feu vert... Oralement, comme il se doit, et l'association reprend les enfants à la sortie de l'école.

Le clan Branco s'agite - un avocat passait par là, qui n'était pas en vacances, et savait à quelle porte frapper, l'été, dans un palais désert.

Et voilà qu'une «autorité» regarde la situation d'un peu haut et constate que l'affaire sent mauvais : la DDASS y est compromise jusqu'au cou... de son directeur départemental. Des médecins hospitaliers (dépendant de la DDASS) ont constaté des blessures et des mauvais traitements sur des enfants confiés (avec l'accord de la DDASS) - à une famille ayant fait l'objet préalable d'un

retrait d'enfant (sur décision de la DDASS). N'oublions pas que Branco, chef de famille, était lui-même «enfant de la DDASS».

Cela fait beaucoup d'erreurs, beaucoup de bavures, assez peu compatibles avec l'image qu'on aimerait imposer aux couples postulant à l'adoption, du sérieux de ce grand organisme d'Etat. L'opinion publique, qui a un sens aigu des responsabilités hiérarchiques, ne peut qu'être offusquée par l'attitude dédaigneusement inefficace du trio Parquet/Juge d'enfants/DDASS !

Alors, on décide de renverser la vapeur - vite fait - tant pis pour les amateurs de TdH - il ne faut pas risquer de jeter le doute sur les grands pouvoirs d'Etat. Branco n'est pas difficile à manipuler. Pauvre Branco qui ignore qu'il n'est pas seul à avoir des problèmes relationnels avec des enfants de couleur. (TdH dénombre trois autres cas de milieux sociaux différents). Branco, qui est persuadé être marqué du sceau d'infamie, veut venger son honneur. L'affaire prend de l'essor, son avocat risque de se faire un nom.

Le Parquet monte au feu. La presse locale est contactée. En même temps, on suggère à M. et Mme Branco de déposer une requête en adoption pour les enfants Kim. (Ils avaient déjà obtenu l'adoption pour le petit Ronald !). Les habitués du palais vous diront qu'il faut un délai de six mois à un an, pour obtenir du Parquet une réaction à une requête en adoption. Branco, lui, l'obtient en trois semaines... Il faut essayer de blanchir cette famille. On balaise toutes les preuves, les témoignages laborieusement recueillis par TdH. On bâcle un jugement, et... on «ordonne» le retour des enfants. Pour compléter, on lance le bruit, sous le boisseau, d'une coloration politique de l'avocat, et pour faire bonne mesure, on jette le tribunal correctionnel dans la bagarre :

amendes, dommages et intérêts contre TdH, etc. On contacte en même temps le juge d'Asnières, qui a accordé cette tutelle à TdH - comme les autres... Il faut qu'il annule tout, qu'il se débrouille : c'est son affaire.

L'association privée ne comprend toujours pas. Elle réunit conseil d'administration sur conseil d'administration, vote à l'unanimité le refus de rendre les gosses. Elle compte ses preuves, ses témoignages. On bloque alors les actions intentées par TdH qui s'est trouvé acculé à se constituer partie civile, et qui n'en revient pas. D'autres témoignages arrivent quand le bruit court que TdH va devoir rendre les enfants, entre autre, celui de la sœur de Branco. Elle mourra quelques jours après dans des conditions anormales qui n'arrangent pas tout le monde. La machine se grippe, mais elle a avancé d'un grand pas : depuis juillet 78, deux idées-clefs occupent les médias et le public : la bagarre juridique TdH/Parquet, et la brutalité de Branco. Mais le sigle de la DDASS, lui, a disparu de l'actualité. Ouf ! «On n'était pas passé loin...»

Terre des Hommes joue au lenoirisme (2), mais n'en connaît pas les règles. Il n'est pas évident, hélas, qu'elle les connaisse un jour. Pauvres petits enfants, «venus du pays du matin calme».

Adèle Desfontaine ●

(1) Est punie de un mois à trois ans d'emprisonnement, toute personne ne dénonçant pas aux autorités administratives chargées des actions sanitaires et sociales, les sévices sur enfant de moins de 15 ans.

(2) Pour ceux qui ne savent pas : politique de convention entre organismes publics et privés ou bénévoles, instituée par Lenoir, lorsqu'il était secrétaire d'Etat à l'action sociale.



D. r.

Infos

Une bicyclette pour chaque détenu(e)

Le Mouvement de Défense de la Bicyclette présente au Lucernaire Forum, 53 rue Notre Dame des Champs, à Paris 6^e, les dessins et poèmes d'Agnès Beothy, détenue à la prison de Rennes. Suite à de nombreuses brimades, Agnès fait actuellement la grève de la faim. Le MDB veut organiser tout prochainement une rencontre publique non seulement pour parler d'Agnès, mais aussi pour réunir ceux qui mènent des actions similaires auprès des prisons, des hôpitaux psychiatriques, des asiles de vieillards, etc.

Pas un individu isolé qui ne se sente appuyé par un groupe ou une association ! Contactez le MDB, 43 rue du Fbg St Martin, 75010 Paris. Téléphone 206 40 95 (demander Jacques).

L'Iran a du pétrole... et des idées

Y'a pas que les croque-morts iraniens qui regrettent le départ du Shah, y'a aussi Framatome. L'ayatollah Khomeiny, fils d'Allah en personne, ou son petit-cousin, a promis d'annuler les contrats «nuisibles» passés entre la France et l'Iran. Les contrats nucléaires. Bakhtiar a enchaîné aussi sec : «L'Iran a du gaz pour 90 ans et n'a pas besoin de réacteurs atomiques, d'autant que leurs prix sont exorbitants et qu'ils seront démodés dans dix ans...» On peut être dans les ennuis et rester lucide. L'Iran peut se permettre de montrer ainsi au Tiers-Monde la voie de l'indépendance économique. Pas seulement avec ses réserves de pétrole, mais avec l'originalité d'une république autonome où le capitalisme serait, comme Framatome, mis à la porte... En attendant, l'armée tire et tue. L'armée française pourrait-elle en faire autant ? C'est à voir !

L'histoire du plutonium (4)

La Hague est un bluff, donc la surgénération est un bluff : nous en étions là la semaine dernière. Mais le bluffeur d'Yves Lenoir, de la commission Energie des Amis de la Terre, remet tout en question aujourd'hui : La Hague n'est un bluff qu'à court terme. A l'échelle des temps nucléaires, tout un enchaînement se découvre.

Une inversion brutale de la situation (du retraitement) si caractéristique du développement de l'énergie nucléaire, se traduisant actuellement par une insuffisance inquiétante de la capacité disponible a conduit les trois pays membre d'UNIREP à réexaminer le rôle de cette entreprise de caractère industriel.

«Après tant de difficultés inhérentes à cette technologie rencontrées et surmontées bien souvent grâce à la collaboration entre nations, puisse l'homme -qui si fréquemment détruit ce qu'il crée- ne pas dresser lui-même de nouveaux

et formidables obstacles sur cette route jalonnée de succès.»

Bertrand GOLDSCHMIDT, Conseiller du CEA. «L'évolution de la Coopération internationale jusqu'à nos jours.» ENERPRESSE N° 2009. 9 2

Toute fonction exponentielle croissante démarre lentement ; mais, recyclant son acquis, capitalisant ses résultats, se nourrissant d'elle-même elle s'accroît de plus en plus vite.

Pourquoi le projet surgénérateur échapperait-il à cette règle ? La demi-vie du plutonium étant de 24000 ans, le temps ne manquera guère aux modernes prométhées. Le surgénérateur est la promesse d'une croissance exponentielle dans l'autarcie. Ne mérite-t-il pas d'être l'objet d'un pari pascalien, lui, le Tout pour l'infinité des temps, en balance avec beaucoup, c'est à dire à peu près rien ? Certes aujourd'hui l'exponentielle est décroissante puisque les bénéfices du recyclage sont négatifs ; l'opération est déficitaire et alimentera goulûment l'inflation

pendant longtemps encore ; la place de leader européen du nucléaire ne peut être revendiquée avec assurance par aucun des trois grands en Europe ; et il existe un fort courant d'opposition au développement du nucléaire dans le public.

Le plutonium est donc bien l'engin d'un colossal pari, pari technologique, commercial, politique et social.

LA HAGUE, seule usine en fonctionnement, sert donc bien à bluffer. C'est un bluff à court terme (dans l'échelle des temps nucléaires).

Dans l'immédiat UNIREP, parce que tous en ont besoin, couvre les tractations malhonnêtes du CEA et de la COGEMA et, en évitant la faillite de l'affaire, permet la collecte des liquidités indispensables pour moderniser et agrandir l'usine. Au-delà, grâce à l'unification du commerce du plutonium, UNIREP rend possible l'insertion des surgénérateurs dans l'économie énergétique, a-tout maître pour disqualifier toute alternative.

Ainsi non seulement le projet

nucléaire redonne vigueur au modèle de développement indéfini de la production mais il conforte une démarche excluant tout contrôle social et toute régulation économique autonome.

La rétention d'information est plus que jamais de règle. Mais la logique qui préside aux décisions est très classique, logique des rapports de force entre Etats par ailleurs d'accord sur un type de domination, un schéma de développement du pouvoir. Alors LA HAGUE n'est pas un bluff, c'est un maillon encore fragile, mais non irremplaçable, d'une chaîne, un moment dans un enchaînement. LA HAGUE peut décevoir. Dans quelques années, une dizaine d'années, d'autres grandes usines auront surgi en Europe, à WINDSCALE, GORLEBEN surtout car tout indique que l'Allemagne, plus méthodique, plus patiente, plus puissante occupera un jour la position de leader. A moins que...

Yves Lenoir (à suivre)

Le plutonium inaccessible

... ou la situation en 1983 (annexe prospective)

Les réacteurs et le combustible.

Cette étude ne porte que sur les cinq années à venir car les prévisions sont incomplètes au delà de 1983.

Les hypothèses que nous allons retenir seront peut-être critiquées. En effet nous supposons que les facteurs de charge moyens pays par pays, dont nous avons fait état au début de la deuxième partie, ne seront pas modifiés à l'avenir.

Alors les pro-nucléaires nous reprocheront de faire bon marché des efforts des techniciens pour améliorer les filières tandis que les anti-nucléaires nous en voudront d'avoir oublié de prendre en compte le vieillissement, en général rapide selon eux, des centrales.

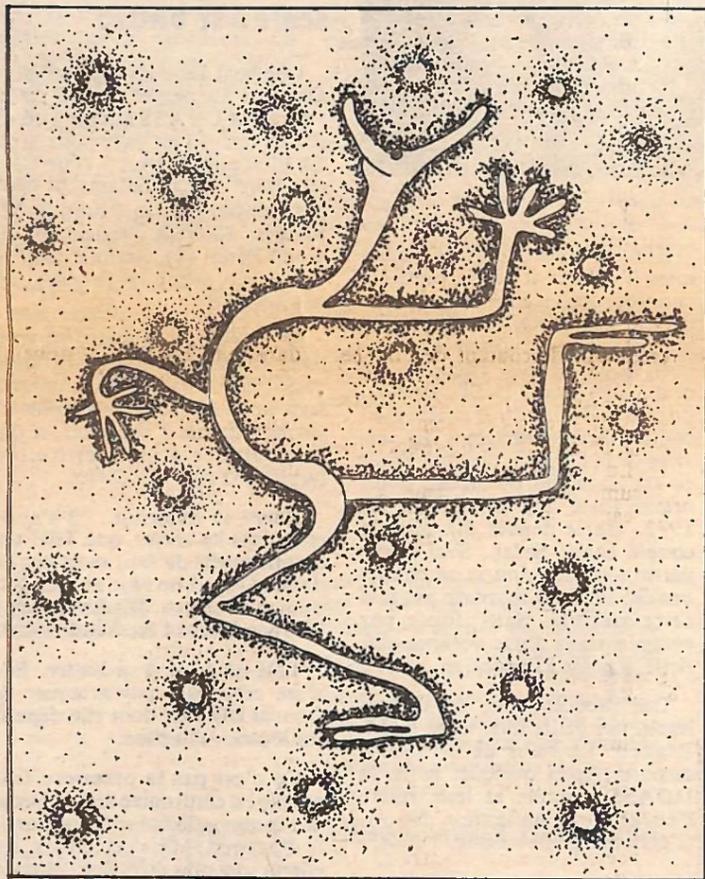
L'expérience ne fait pas complètement défaut et nous avons choisi de nous y référer.

Avec notre règle de calcul d'un taux moyen de combustion de 27000MWj/tonne, nous obtenons le tableau ci-contre :

Ajoutons-y les stocks au 1/7/77, 1747 tonnes, et nous voilà avec 12931 tonnes à retraiter en cinq ans.

Evolution de la capacité de retraitement.

A Windscale, l'atelier B 204 (l'équivalent de HAO) ne sera pas remis en service avant 1979. La programmation du retraitement des MAGNOX saturera l'atelier B 205 (l'équivalent de UP2) entre 1981 et 1984. Quant à l'extension de l'usine elle ne sera pas effective avant 1987. Dans ces conditions Windscale ne pourra pas être consacré plus de deux ans au retraitement des oxydes d'ici 1983. La capacité théorique de B 204 étant de 400tonne/an, en supposant un optimiste facteur de charge de 30% nous trouvons que la contribution de cette usine ne saurait dépasser 240 tonnes d'ici 1983 -chiffre à comparer avec les engagements de BNFL, 1150 tonnes.



Nous avons déjà fait mention de prévisions de la COGEMA pour la Hague, 1530 tonnes d'ici 1983. Mais nous avons remarqué que le chiffre de 1978 ne serait pas atteint, beaucoup s'en faut. Nous n'avons que peu confiance dans les prétentions des «responsables» et serions tentés d'extrapoler les courbes des prévisions (révisions) pour HAO-UP2. Nous n'osons le faire bien que la raison nous crie que c'est ainsi que nous viserions le mieux et nous retiendrons le chiffre de 1000 tonnes.

L'usine d'EUROCHEMIC vient d'être rachetée par la Belgi que qui compte la remettre en service dès 1981 avec une capacité théorique comprise entre 60 et 300 tonnes/an (ça reste à décider). Parions qu'elle aura bien du mal à retraiter plus de 120 tonnes d'ici 83.

La WAK pourrait retraiter 220 tonnes mais si elle n'améliore pas ses excellentes performances passé elle ne pourra faire mieux que 70 tonnes.

TOKAI--MURA, annoncée pour 200 tonnes/an, est en panne pour un an et demi après trois mois d'essais. Elle aurait beaucoup de mérite à dépasser 200 tonnes d'ici l'échéance retenue.

Notre prévision, réaliste, conclut que seules 1630 tonnes seront retraitées d'ici 1984, à comparer avec les 12931 tonnes de combustibles irradiés sortis des réacteurs d'ici là.

Nous voyons de plus que la capacité annuelle théorique sera inférieure à 935 tonnes /an et l'expérience invite à retenir la valeur de 300 tonnes/an, qu'on mettra en balance avec celle de 3013 tonnes de la production de combustibles irradiés en 1983.

L'écart se creuse. Le nucléaire commercial va apprendre à se passer du retraitement. Avec dix ans de retard, l'Europe s'aligne sur les Etats-Unis.

Nous avons omis la combustible graphite-gaz, sa part tendant à disparaître dans les bilans futurs.

Le PSU et les européennes

La loi du 7 juillet 1977 exige des formations politiques se présentant aux élections européennes un minimum de 5% des suffrages pour être admis à la répartition des sièges et bénéficier du remboursement des frais engagés. Ce qui signifie 100 000F de caution et un minimum de 3 000 000F pour les frais de publicité et de bulletins. De plus le temps d'antenne prévu pour les petites formations est d'une demi-heure pour l'ensemble de celles-ci sans que chacune de ces formations ne bénéficie de plus de cinq minutes d'antenne.

La France est le seul pays européen à connaître une loi favorisant ouvertement les grands partis. En Italie, le suffrage est à la proportionnelle totale, les frais sont pris en charge par l'Etat et le temps d'accès à la télé est le même pour tous. En Belgique, la signature de cinq parlementaires ou de 1 000 personnes par province suffit pour se présenter. Au Luxembourg il n'existe pas de caution. Au Pays-Bas, 3% des suffrages suffisent pour récupérer une caution qui n'est que de 36 000F.

Le PSU va effectuer une démarche auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et auprès des groupes politiques de gauche du Parlement de Strasbourg afin de faire examiner la possibilité de modification de cette loi électorale française.

Il propose à d'autres organisations françaises, et plus particulièrement en ce moment à Europe-Ecologie, une campagne commune sur ce sujet.

D'après un communiqué du PSU.

Les casseurs du Nord

Que fait la police ? Des casseurs autonomes ont envahi sauvagement la recette des impôts à Denain (Nord) et brûlé des dossiers. Cet acte de vandalisme ouvrier a été revendiqué par une organisation inconnue dite «les ouvriers en grève et en colère». La population du Nord semble s'être solidarisée avec les casseurs. Le président de la République n'a pas encore stigmatisé des actes qui indiquent nettement une certaine dégradation du consensus social.

Ce climat de violence fait tâche d'huile : en Lorraine, un raid de loubards en cravate a cassé récemment une vingtaine de milliers d'emplois. La région entière est sinistrée. Les vandales feraient partie d'une organisation internationale dite «les patrons de la sidérurgie». Les dégâts de leurs méfaits sont considérables : des foyers détruits, des usines à l'abandon, des hommes et des femmes privés de subsistance, des enfants souffrant des répercussions morales de ce chômage. Les coupables courent toujours. Il n'est pas question de les mettre en prison pour quatre ans comme les autonomes de Saint Lazare. Ils n'ont pas touché aux vitrines des magasins de Lorraine. Ils les ont vidées sans les toucher ! Fortiches, les mecs !

A.

Pays	Energie produite milliards kWh	Cumul 7/77 - 12/83 en t	Production 83 en tonnes
Allemagne	522	2413	892
Autriche	22 (*)	400 (*)	317 (*)
Belgique	91	421	100
Espagne	280	1287	337
France	397	1834	650
Grande-Bretagne	(AGR) 160	740	153
Italie	43	198	117
Japon	430	2012	376
Pays-Bas	19	87	13,3
Suède	205	1080	220
Suisse	132	612	155
Totaux		11184	3013

*) avant référendum

Le piège

Gilles Colomb et Claude Houlbert sont tous les deux accusés d'avoir, dans la nuit de Noël 77, lancé une grenade («belle imitation totalement inoffensive») reconnaîtront les enquêteurs dans les locaux du commissariat du 13^e arrondissement à Paris. Si Claude Houlbert, un brave touriste qui passait par là, a été arrêté sur le champ, Gilles Colomb a été appréhendé près de six mois plus tard à la suite d'une mystérieuse dénonciation, sur laquelle les flics se précipitèrent pour le «reconnaitre» (alors qu'au moment même de cette plaisanterie, ils arrosaient le 1977^e anniversaire du Christ et ne pouvaient apercevoir le lanceur que de dos et dans l'obscurité !). Un dossier désespérément vide.

Le 31 octobre, nos deux dangereux terroristes comparaissent devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Claude Houlbert est condamné à 10 mois de prison, qui couvrent la préventive. Gilles Colomb, qui par malheur est un militant autonome ayant déjà eu affaire à la justice pour ses activités politiques, est condamné à 15 mois de prison.

Appel. Jeudi 25 janvier, Gilles Colomb et Claude Houlbert se retrouvent devant leurs juges. Le dossier est toujours aussi vide. Des témoins se sont même rétractés. Réquisitions du procureur : quatre ans ferme pour Colomb, trois ans ferme et mandat d'arrêt contre Houlbert. Il n'est pas question de laisser trop longtemps en liberté ces émules de Baader. Le jugement sera rendu le 15 février.

Quatre ans ferme pour les quelques vitrines brisées du quartier Saint Lazare et deux ou trois doigts policiers démis, c'était déjà un peu gros. Mais avec les réquisitions du 25 janvier, le doute n'est plus possible. C'est à une véritable provocation que se livre un appareil répressif tout entier aux ordres de Peyrefitte, qui ne fait qu'exécuter les desiderata de son Président Giscard.

Croissant : verdict imminent



Le tribunal très spécial de Stammheim aura mis près de onze mois pour juger l'avocat des militants de la Fraction Armée Rouge, Klaus Croissant. Plus de temps qu'il n'en faut pour émauser une mobilisation qui ne connut son temps fort que lors de l'extradition de l'avocat allemand au mois de novembre 77. Le réveil était d'autant plus urgent que c'est le 16 février que les juges énonceront un verdict qui risque fort de marquer l'histoire du rétrécissement de nos libertés.

Hypothèse : certains, «en haut» ont besoin de provoquer des réactions de plus en plus brutales de la part des groupes autonomes. Ne serait-ce pas pour créer un terrain de manœuvre permettant aux forces de l'«ordre» de s'opposer à un ennemi par avance marginalisé ? Ce qui ne sera pas inutile le jour où les révoltés bénéficieront d'un consensus politique qui empêchera une manipulation trop simple par les médias (ce qui peut être le cas en Lorraine plus rapidement qu'on ne le pense).

Si je délire, arrêtez-moi.

Amnésie présidentielle

Pendant ce temps, ne ratant pas une occasion, les policiers de la capitale manifestent de La Bastille à la Préfecture de Police pour exiger plus de moyens, plus d'effectifs, de meilleurs salaires. Au nom des «risques du métier». Des risques pourtant en diminution depuis 1975 si l'on en croit les chiffres publiés par *Le Monde* (édition des 21 et 22 janvier 79) : en 78 vingt-trois policiers sont morts, dont cinq en opération alors que l'année 75 avait connu six tués en opération pour trente décès. Chiffres à rapprocher du nombre d'accidents de travail dans certaines professions (sidérurgie et bâtiment) qui approchent le millier.

Quelques jours plus tard, Giscard prenant argument d'une montée de la violence dont le raid de Saint Lazare est le dernier avatar, annonce la création de 10000 emplois dans la police d'ici cinq ans, 1000 de ceux-ci étant créés dans le courant de l'année. Escroquerie intellectuelle (aux effets redoutables) que cette fausse causalité en des événements récents et cette décision présidentielle. La preuve : ce passage d'un document budgétaire remis sur le bureau de l'Assemblée Nationale le 5 octobre 78 : «Dans le pro-

Plus grand-chose à dire sur ce processus de réduction à néant des possibilités même de défense en RFA. A part répéter ce qui a été écrit cent fois (*) ; ce procès nous concerne, chacun d'entre nous, par l'exemplarité qu'ont voulu lui donner les autorités ouest-allemandes. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la libération de Klaus Croissant (et c'est déjà énorme de sortir un homme d'une prison où le «suicide» est un peu trop facile). Ce qui est en jeu, c'est notre possibilité d'exprimer un quelconque discours politique.

Je ne peux que vous convier à vous rendre, et vous pouvez vous donner les moyens pour ce faire, à Stuttgart le 16 février pour montrer à des juges impassibles et «aux ordres» que nous, citoyens européens, ne comptons pas laisser enterrer nos libertés sans réagir.

Marc Thivolle ●

P.S. : Pour les Alsaciens, un autre rendez-vous les 5 et 6 février pour les plaidoiries des avocats.

P.P.S. : Pour ceux qui ne pourront pas se rendre à Stuttgart, n'oubliez pas pétitions et manifestations pacifiques devant le consulat allemand de votre coin.

(*) cf, par exemple, le n°238 du 29.11.78 de la GO.

Mieux vaut éviter de porter la tête d'un type susceptible de glisser du poil à gratter sous un képi.

gramme d'action gouvernementale, tracé par le Premier Ministre dans son discours prononcé à Blois le 7 janvier 78, figure le renforcement de la sécurité des Français, action qui doit être réalisée grâce à la création, suivant un plan quinquennal de 10000 emplois dans les deux formations, police et gendarmerie. Oui, vous avez bien lu : «...dans un discours prononcé le 7 janvier 1978...». Depuis Sénat et Assemblée Nationale ont voté les crédits nécessaires à cette politique.

Il est dès lors facile pour un Président dont les plans sont soigneusement mis au point depuis plus d'un an de faire la fine bouche en se refusant à abonder dans le sens d'une campagne pour la sécurité. Il faut bien amuser la galerie.

Briser le «consensus» en attisant la révolte de certaines couches de la jeunesse, réorganiser les forces de l'ordre en fonction des futures batailles à mener. Un piège se referme sur nous. Il serait temps de se demander comment y échapper.

Marc Thivolle ●



Photo Lambours

Cohn Bendit inculpé

C'est mon petit copain Georges Didier qui est content. A quelques années près, il se retrouvait inculpé de «soutien à des associations terroristes» et d'«apologie de la violence» pour avoir publié, dans le n°234 (du 1^{er} novembre 1978) de la *Gueule Ouverte* (dont il était alors directeur de publication), des extraits de la réponse des *Cellules Révolutionnaires* (*) à diverses interviews accordées par Hans Joachim Klein à différents journaux ouest-allemands et français (dont *Libération*). Sa chance, c'est la lenteur de l'harmonisation des différentes procédures juridiques européennes (dénommée par notre très libéral Giscard comme étant la construction de l'«espace judiciaire européen»).

Un qui a moins de chance, c'est Daniel Cohn-Bendit. Directeur de publication du bi-mensuel *Pflasterstrand*, il se retrouve effectivement inculpé par la justice allemande, pour la parution, dans le numéro 45 de son journal, de l'intégralité de la réponse des *Cellules Révolutionnaires*. Perquisition au siège du journal et à l'imprimerie, saisie de tous les exemplaires du numéro incriminé, perquisitions dans dix-sept librairies de Francfort : les autorités allemandes savent être rapides quand les intérêts d'une campagne liberticide l'exigent.

La parution dans *Pflasterstrand* du texte des *Cellules Révolutionnaires* fait suite à la diffusion, sous forme d'une brochure, de la traduction allemande de l'entretien que Hans-Joachim Klein avait accordé à *Libération*. C'est par de telles initiatives que *Pflasterstrand* veut s'affirmer comme un lieu de discussion indépendant pour la gauche extra-parlementaire allemande. Ce débat, le périodique allemand le mène depuis son premier numéro.

Dans cette histoire, Daniel Cohn-Bendit risque jusqu'à cinq ans de prison. Il n'est pas le seul à faire les frais de cette politique de musèlement et de mise au pas de l'édition et de l'information. Quatre imprimeurs du collectif berlinois *Agit* se sont retrouvés l'année

passée incarcérés pendant dix mois pour avoir édité une revue, *Info-Bug*, qui publia pendant l'«affaire Schleyer» des mises au point des groupes de guérilla. Leur procès, qui dure depuis bientôt un an, devrait se clore dans les jours qui viennent. Un collectif d'imprimeurs français s'est constitué pour soutenir *Agit*. Il a publié un quatre pages d'information que l'on peut se procurer en leur écrivant (Edit 71, 9 rue Auguste Métyvier, 75020 Paris).

Décidément, l'inquisition allemande a encore de beaux jours devant elle.

Marc Thivolle ●

PS. : il était toujours possible à *Libération* de reprendre les extraits de la réponse des *Cellules Révolutionnaires* que nous avons publiés dans le N° 234 (1^{er} novembre 78). Ce qui aurait évité à J.M. Bouguereau d'énoncer la contre-vérité selon laquelle ce texte est «en cours de traduction» et «sera très prochainement publié dans *Libération*» (**).

(*) Groupe de la guérilla ouest-allemande.

(**) Le texte complet, dans sa traduction française, est disponible au Comité de Défense des Prisonniers Politiques en RFA (80, avenue des Coccinelles, 1170 Bruxelles).

Sursis pour Astrid Proll

Il y a maintenant quatre mois que l'ex-membre de la Bande à Baader, Astrid Proll se trouve dans les geôles britanniques. Quatre mois qu'elle a droit au traitement de faveur des quartiers de haute sécurité de Brixton, prison pour hommes. Son procès a repris la semaine dernière à Londres. L'enjeu du procès : l'extradition pure et simple de Grande Bretagne, le retour au bercail, en l'occurrence les prisons allemandes. Or Astrid Proll a épousé un citoyen britannique, elle a donc droit à la naturalisation. Devenue Britannique, serait-elle pour autant à l'abri d'une extradition ? Une loi a été votée en catastrophe pour permettre à la Grande Bretagne d'extrader dans certains cas ses propres citoyens. Le mariage d'Astrid étant antérieur au vote de la loi, cela promet de belles batailles de juristes. De toute façon, les défenseurs doivent se battre pour obtenir le décret de naturalisation qui a une fâcheuse tendance à se faire désirer. Larry Grant,



avocat d'Astrid, a déclaré qu'il avait l'intention d'obtenir une décision de la Haute Cour via le Home Office.

D'ores et déjà le premier round est perdu pour Astrid : le gouvernement ouest-allemand vient de fournir à la justice anglaise assez de preuves d'inculpation pour justifier son extradition. Sur les sept accusations retenues contre Astrid, cinq sont confirmées.

Les audiences reprendront le 5 février, cela donne à Astrid un sursis de deux mois. Et après ?

C. Ellis

Les autonomes : « la violence, c'est celle qu'on subit »

Organisés ou non, les autonomes retrouvent les vieilles luttes libertaires de la « reprise individuelle », contre la violence de l'Etat.

Depuis plus d'un an, il est une question qui revient sans cesse dans tous les organes de presse : Qui sont les autonomes ? Et chacun y va de sa petite analyse-hypothèse, de son petit délire journalistique. Pour «Rouge-PCR», les autonomes ont des comportements fascistes tandis que «Libération» les assimile à des «débris» du gauchisme post-68, qui ont profité des événements allemands pour redonner un second souffle à des fantasmes d'un passé qu'ils croyaient enseveli à jamais. Pour le «grande presse», il n'est question que de la violence autonome et les qualificatifs ne manquent pas entre «pilleurs» et «terroristes urbains». Une violence qui, souvent, de l'avis des gôchistes bien rangés, masque l'objectif politique et l'autre autonomie, constructive celle-ci : une autonomie qui se situe en tant qu'alternative stratégique par rapport à la position du parti communiste, une autonomie qui travaille à la construction de lieux de mouvement et de débat et à l'occupation d'espaces de vie. Des radios libres aux occupations, en passant par les auto-réductions et les manifestations ou sabotages contre l'Etat du nucléaire, voilà quelques comportements qui définissent la nébuleuse autonome et dont peu, jusqu'ici, pour ne pas dire aucun, se sont fait l'écho. Ce sont également les occupations de maisons, la fraude dans les transports publics, la fauche dans les magasins, les réappropriations, les entrées au concert et dans les cinémas sans payer, les sorties précipitées des restaurants au moment de l'addition... L'Autonomie revendique ces comportements comme internes à la

«délinquance», «révolte urbaine», «absence de consensus», «entrave à la liberté de travail» ?

En une semaine, il n'a pas été facile de les rencontrer, de les faire parler... d'eux, notamment. Le raid de Saint Lazare et la répression qui s'en suivit ne portent pas à la confiance. C'est pourquoi certains préfèrent garder l'anonymat. Difficile également d'entrouvrir une fenêtre sur les divers courants qui animent la nébuleuse autonome. Daniel, 27 ans, prône au sein du mouvement une autonomie «organisée».

manière ou d'une autre à la lutte contre l'Etat capitaliste. Le Mouvement, c'est bien plus qu'un simple ras-le-bol, qu'un phénomène d'opinion pour édito du «Monde». C'est quelque chose qui existe politiquement, régulièrement, dans certains lieux. Lorsqu'on parle «Mouvement», il faut le prendre ici dans le sens où des gens et des groupes de différents secteurs qui se connaissent de longue date se retrouvent lors des manifestations. Mais on ne peut pas parler de Mouvement qui porterait un nom, aurait son programme écrit et ses règles d'organisation. C'est un fait que



Photo Baumann

d'autres policiers armés de haches et de PM faisaient irruption dans les locaux d'ateliers squattés, rue Hébrard, braquaient dans leur lit les autonomes susceptibles d'avoir participé à cette action, le tout sans commission rogatoire, comme le prévoit la procédure de flagrant délit. En saccageant les locaux à coup de hache, les rendant pour la plupart inhabitables, la police espérait avant tout retrouver certaines armes dérobées dans une armurerie lors de la manifestation. Cinq revolvers d'alarme et un 22 long rifle, me confirmera l'armurier. De la bagatelle qui servira de prétexte aux «casseurs du Quai d'Orsay» pour intervenir rue Hébrard et interpellé une dizaine de personnes dont quatre seront inculpées. L'une parce qu'elle se trouvait en possession de faux papiers, les trois autres étant soupçonnées d'avoir participé à un hold-up avec prise d'otage à Thiais, en décembre dernier. Sur l'un des trois inculpés, la police aurait retrouvé la clef d'une consigne renfermant des armes utilisées au cours du hold-up.

Lorsque je me pointe rue Hébrard, quatre autonomes sont affairés à amasser, dans une voiture, le peu d'objets encore utilisables. L'un d'eux brise, à coup de tête et de pied, les quelques vitres que la police a épargnées. On consulte mes papiers avec méfiance, puis, peu après, la discussion s'engage.

GO : Comment vous définissez-vous sur l'échiquier politique ?

Eux : Comme un petit groupe qui s'organise de façon libertaire, sur le terrain, pour un communisme qui se définit ou qui reste à définir. On prend ce qui nous paraît bon dans les ouvrages marxistes qu'on applique dans la vie pratique.

Que pensez-vous de l'Autonomie «organisée» ?

Je pense qu'ils veulent une organisation qui donnerait au Mouvement un stéréotype de vie alors que l'Autonomie rassemble des groupes de gens vivant sur leur quartier, leur cité, occupant leur espace de vie avec des problèmes bien spécifiques. Nous voulons théoriser un minimum pour laisser la place à la pratique. Nous ne voulons pas d'un parti de l'Autonomie.

Qui décide des actions du type Saint Lazare ?

Ça se passe généralement en AG à Tolbiac ou Jussieu. L'idée peut venir d'un petit groupe d'individus, sur un thème précis. Ça vient pas forcément d'en haut car en général, lorsque le cas se produit, ils se plantent comme à Strasbourg. Une longue préparation fout toujours la puce à l'oreille des flics. Nous, on cherche pas à obtenir le nombre dans ce type d'action, ceux qui sont d'accord suivent. Tout comme on n'attend pas le grand soir car, à la limite, on s'en fout. On fait ça pour nous, tout de suite. On préfère les actions directes plutôt qu'idéaliser notre vie.

Les «réappropriations» chez les commerçants ou l'armurier de Saint Lazare sont-elles partie intégrante de la logique Autonome ?

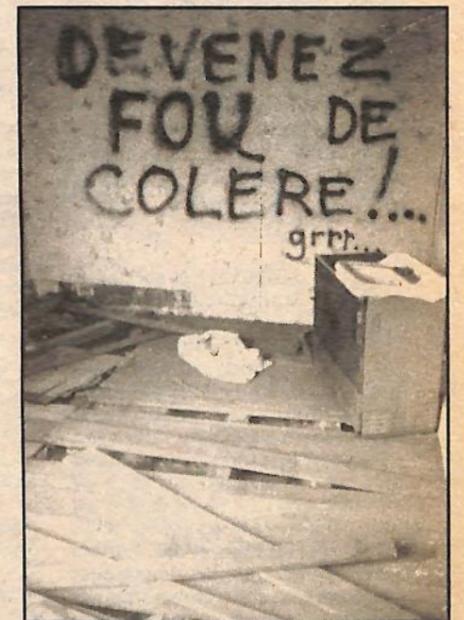


photo Christian Weiss-ADJA



Photo Lambours

classe ouvrière, et définit comme expression du besoin de communisme tous les actes de révolte individuels et collectifs. L'Autonomie ce sont les manifestations dures, mais aussi la fantaisie, les besoins et les désirs, l'ironie.

La question de la violence, ce ne sont pas les autonomes qui l'inventent, c'est la vie quotidienne dans notre société «avancée» qui se charge de l'imprimer dans le corps de tous les exploités, de tous ceux qui engragent de voir toute vie bafouée, refusée, écrasée, de tous ceux qui vivent au ras des pavés n'ayant jamais connu la plage. La violence, comme la non-violence, le pouvoir la déploie. C'est lui qui pose le problème. Les actes de ces derniers jours ne sont pas les seuls à l'avoir mis en évidence. Que recouvrent en effet ces ferments de révolte sociale que le pouvoir nomme

GO : Qu'est-ce que l'Autonomie ?

Daniel : L'Autonomie se situe à la convergence de la prise en charge des problèmes sociaux, quotidiens, par les groupes sociaux qui les subissent et de la remise en cause du système social qui crée ces problèmes. L'Autonomie n'est pas un ghetto marginal, la matière d'un article ou un sujet de courrier de lecteurs. C'est cela qu'exprimait l'occupation du journal «Libération», l'année dernière. Celle-ci a clarifié quand même les choses, puisque nous avons appris que «Libération» est un quotidien d'information, un objet culturel si tu veux, mais pas un quotidien d'extrême-gauche comme on l'écrit souvent.

Peut-on parler de Mouvement Autonome ?

Le Mouvement, c'est d'abord l'ensemble de ceux qui participent d'une

des gens qui ont une approche assez voisine sur une série de problèmes se retrouvent chaque fois qu'il y a un truc.

Pourquoi alors militer pour une Autonomie «organisée» ?

Parce que de plus en plus, chacun dans son trip, ça veut dire aussi chacun dans son ghetto. Ghetto face à la répression. Ghetto par rapport au désir de tout changer et pas seulement de marquer quelques points ou de se ménager quelques îlots où il fait meilleur vivre. Nous sommes nombreux à penser qu'il ne suffit plus d'être des francs-tireurs, et à éprouver le besoin de lieux et de moments où toutes nos forces s'additionnent, le besoin d'aller vers quelque chose comme un champ politique commun où chaque réseau, chaque groupe, chaque bande mènera ses initiatives, prendra ses décisions sur son terrain de préoccupations tout en discutant et agissant avec les autres sur des terrains choisis en commun.

Quelle est ta position par rapport à la violence ?

L'Autonomie «organisée» combat la position qui consiste à envisager la violence de façon idéologique. Pour nous, cette façon d'aborder la question peut amener certaines couches du mouvement à reparcourir toute une trajectoire qui fut, entre autre, celle de la RAF.

Est-ce à dire que tu te démarques du «raid de Saint Lazare» ?

La violence des manifestations est ressentie comme un besoin par une frange importante du Mouvement. C'est une constatation. Mais la violence de l'Etat, concernant dans ce cas précis la hausse des tarifs publics, est une autre constatation.

Au lendemain de l'action autonome contre la vie chère dans le quartier Saint Lazare, les cow-boys de l'anti-gang et

Tu connais le slogan «devenir fou de colère» ? Dans une manifestation d'autonomes, on ramène toujours quelque chose à chaque fois. Dans une manifestation gauchiste, eux ne ramènent rien.. Moi, je prend et personne n'a à m'en empêcher, ni flic, ni qui que ce soit. Ceux d'en face ont les armes, nous, on a le nombre. Il est évident que des gens se demandent alors pourquoi on n'aurait pas les armes.

Ce sont donc bien des armes que cherchaient les flics ici, et cela sans commission rogatoire ?

Quand un flic rentre chez toi avec un flingue à la main, la commission rogatoire, elle se trouve au bout de sa main. Je pense qu'ils cherchaient effectivement des armes et qu'ils se sont rabattus sur des barres de fer pour faire bonne mesure. Dans une usine désaffectée, ils n'ont pas eu du mal à en dénicher.

Quelles sont vos rapports avec les organisations gauchistes traditionnelles ?

Les trotskystes sont des petits bourgeois, hyper-organisés, de haut en bas, militairement. Lorsque «Rouge» est en difficulté, il racole auprès du Mouvement, histoire de vendre son canard. T'es toujours au courant à l'avance de ce qu'ils vont imprimer. Dans leurs manifestations, ils manifestent leur soumission, des pancartes au bout des mains.

Rue Musset Robert, dans le 12ème arrondissement, il existe un autre squatt dont l'histoire mouvementée m'est contée par Olivier, 21 ans, ancien élève de l'Ecole Nationale d'Art, ex-militant de la LCR, mère ouvrière, père ingénieur.

Le premier jour où nous avons squatté ce pavillon (à une quinzaine), nous avons eu la visite des flics parce que nous brûlions des débris dans la cour. Aux vacances de Noël, la mère Morel, la propriétaire est venue nous demander d'évacuer les lieux, parce que des ouvriers devaient commencer les travaux. Trois jours plus tard, les ouvriers entraient par la force. Les flics s'en mêlent une demi-heure plus tard et un accord tacite tombe entre nous, la propriétaire et les flics, pour attendre le printemps avant l'évacuation. Par la suite, un jugement en référé pencha en notre faveur, ce qui n'a pas arrangé les affaires de la vieille. Y'a une semaine, des vigiles nous balançaient des gaz fumigènes par la cheminée, nous forçant à évacuer les lieux. C'était des types de la C.D.S. (1) avec quatre chiens. La propriétaire avait également

fait appel aux maîtres chiens sans leur préciser le sens de leur mission. Lorsqu'ils se sont rendus compte du rôle qu'elle voulait leur faire jouer, ceux-ci sont partis sans intervenir contre nous. Une fois de plus, les flics nous ont arrangé la situation et nous occupons à nouveau les lieux. Une fille de chez nous a quand même été blessée dans l'histoire par un chien. On s'attend à une autre manœuvre de la mère Morel, mais cette fois-ci, nous sommes prêts à les accueillir.

Peux-tu me retracer ton itinéraire politique ?

Y'a quatre ans, je me trouvais dans un lycée du 12ème, j'y suis resté

jusqu'en première année. Là, j'ai milité à la Ligue (cercles rouges) et je me suis fait virer du bahut pour mes activités politiques. C'est à cette époque que j'ai quitté mes vieux pour partager un appartement avec un copain. J'ai cherché un autre bahut, mais je n'y suis resté que quatre mois. Après, j'en ai eu marre et j'ai pas passé mon Bac. J'ai alors essayé le concours de l'Ecole Nationale d'Art. Dans cette boîte, l'âge variait entre 16 et 20 ans, d'où quelques problèmes. T'avais une sorte de statut style lycée d'Oslo, mais dans l'esprit seulement, et très peu dans la pratique. J'ai fait ma valise pour me consacrer pendant quatre mois et avec six copains aux travaux saisonniers. De retour à

Paris, j'ai rencontré des gens que je n'avais pas vu depuis le bahut et on a commencé les squatts.

De quoi vivez-vous ?

Essentiellement de petits travaux intermédiaires et d'excursions dans les magasins. Au boulot, la mentalité des gens est insupportable, et maintenant, ça m'intéresse plus d'être exploité. J'ai bossé sur un chantier où le vendredi on te faisait descendre seize étages à pied avec des pots de peinture vides afin de les brûler et le lundi matin, fallait les remonter...

Quel regard jettes-tu sur ton passé de militant à la Ligue ?

Le militantisme dans les lycées, c'est de la rigolade. Les mecs savent pas quoi faire, alors ils militent. Mais cela ne correspond en rien à leur quotidien. Leur démarche par rapport à la «révolution» me fait bien rire. La classe ouvrière, ça veut rien dire. Je ne suis pas assez patient pour attendre que cette classe bouge pour vivre autrement.

La désobéissance civile telle que la pratiquent les autonomes se superpose souvent à la désobéissance civile telle que la pratique les écologistes. Penses-tu qu'un lien est possible entre les deux composantes ?

J'ai participé à certaines actions d'écologistes mais au niveau de l'analyse, je ne suis pas toujours d'accord. Les écologistes ont des positions radicales par rapport au nucléaire, mais pour le quotidien, y'a comme qui dirait une absence. Les belles actions passent plus souvent par l'écriture que par les actes.

Non seulement la désobéissance collective se développe de plus en plus dans tous les secteurs, mais aussi la révolte individuelle, que l'Autonomie revendique comme expression du besoin de communisme. Je veux aussi parler des «délinquants». As-tu des contacts avec ces jeunes ?

Ceux que je connais ont entre 14 et 18 ans et sont soit à l'école, soit en foyer de «délinquants». On se rencontre dans les troquets, certains viennent ici. Le squatt fait office de pôle d'attraction pour les loubards du quartier. Au moment de nos histoires, ils ont entendu parler «baston», et comme ils ne peuvent historiquement se placer du côté des vigiles... Généralement, ils réagissent sur d'autres critères que nous, mais ces jeunes nous rejoignent quand ils en ont envie.

Mandrin ●

(1) Boîte de vigiles privée.



photo Christian Weiss-ADJA

Le vieux monde utilise la violence-boomerang

Dans la sphère de la politique spectaculaire (ou du spectacle politique), les «autonomes» ont acquis depuis Malville 77 une place que bien peu leur envient : celle de trouble-fêtes, de provocateurs, d'agents à la solde du pouvoir, de désespérés de la violence. Autant de mythes réconfortants, qui ont cours jusque «chez nous», qui éludent trop facilement les questions que posent l'émergence, dans une France en voie de restructuration, de ce courant politique qui n'a pas grand chose à voir avec ce qui l'a précédé.

Au même titre que le mouvement écologique, le mouvement autonome est le fils de la prise de conscience, accélérée ces dernières années, de la construction du «nouvel ordre écono-

mique mondial». Un processus qui se cache sous les apparences trompeuses d'une crise économique et sociale dont nous savons tous, aujourd'hui, qu'il est inutile de combattre les effets (ce qui ne veut pas dire qu'une telle lutte soit inutile). Que l'on ne rejette pas une telle proposition avec l'argument facile que «nous n'avons rien à voir avec ces loubards en mal de violence», jugeant ainsi la pratique de l'autonomie au seul vu de l'absurdité de certaines de ses actions. Il me serait trop agréable de renvoyer ces naifs à leur propre pratique, trop souvent dérisoire.

Le discours politique de l'autonomie, ses liens de filiation avec la restructuration en cours, son analyse de l'émergence d'un nouveau prolétariat, je n'ai pas à la faire ici. J'ai choisi une autre

voie d'intervention politique et il ne m'appartient pas dès lors de parler au nom d'un courant auquel je ne participe pas. Ce serait courir le risque soit d'une transfiguration romantique soit d'une dénonciation hargneuse.

Cette mise au point effectuée, je peux, du lieu qui est le mien, interroger l'autonomie. En particulier interroger sa violence. Non dans ses aspects anecdotiques, largement utilisés par une presse prompt à canaliser la peur pour justifier la sécurité. Interroger cette violence dans son mode d'existence.

Peut-on être autonome et violent dans une société gouvernée par une violence, à la fois directe et institutionnelle ? Le «raid» de Saint-Lazare semble prouver que cette cohabitation est impossible. Prôner et pratiquer une «violence de masse», c'est s'exposer à la certitude d'être débordé par plus révolté que soi et à une sur-utilisation de la part de médias trop heureux d'apporter de l'eau à leurs phantasmes sécuritaires. C'est aussi susciter une répression qui ne peut qu'entraîner un glissement d'une «lutte contre la vie chère» vers «une lutte contre la répression» (dangers que reconnaissent des militants autonomes dans une interview du *Nouvel Observateur* de la semaine passée).

Plus fondamentalement, cet appel à la «violence de masse» expose la mou-

vance autonome à toutes sortes de manipulations dont les plus dangereuses sont provoquées par l'inflation du discours-mot d'ordre-injure. Légitimer la violence inorganisée de certaines couches du sous-prolétariat (du prolétariat intermédiaire, de la «zone») sans donner à celles-ci les moyens de produire un discours et une analyse politique qui leur soient propres, c'est envoyer des jeunes au casse-pipe sans que leur autonomie ne puisse devenir autre chose qu'un mythe. Pendant ce temps, les intellectuels du mouvement continuent à jongler avec leurs concepts, réprouvant peu après des actions qu'ils affirment ne pas avoir désirées.

Il est grand temps que les «prêtres» de l'autonomie comprennent que si leurs mots se transforment en actes contre leur volonté, c'est par la vertu incantatoire des mythes qu'ils manient (au premier rang desquels l'«autonomie» et la «violence»). Bien plus, en répétant à tout instant «pas de théorie, des actions», ils enferment nombre de militants dans une confusion qui, à terme peut être criminelle.

Et si l'autonomie c'était ne plus se soumettre à des mythes et à un rituel dont la seule fonction est de rattacher notre révolte aux structures du vieux monde ?

Marc Thivolle ●

Sur le terrain

PHOTOCOPOSITION. Si vous cherchez à faire composer vos thèses, journaux, etc... Pour tous travaux de photocomposition, écrire ou téléphoner à Martine au journal (Tel 85 28 17 21).

07

NON VIOLENCE DOMINICALE. Suite à une première rencontre sur la pratique non-violente à Privas, une deuxième dominicale (l'imperialisme linguistique ne passera pas!) aura lieu les 24 et 25 février pour approfondir cette pratique, à travers des jeux de rôle et le théâtre de rue. Rendez-vous samedi 24 à 14h MJC Privas. La Dominique se passera dans une ferme. Apporter nécessaire de couchage, prix 25F. Renseignements et inscription à Claire Daniel St Priest 07000 Privas.

21.71

NUCLÉAIRE ET SANTÉ. Réunions d'information débats organisés par le GSIEN, la Copronat, le Mouvement Ecologique Beauvais, le Mouvement Ecologique Tournus, les Amis de la Terre de Dijon, Nature et Progrès 21, UL Beauce et UD 21 CFDT, le Mouvement régional Anti-Nucléaire de Chalon, UFC-Que Choisir (UL Dijon). Dijon : vendredi 2 février à 20h30 à l'Amphithéâtre Pasteur de la Faculté des Sciences de Dijon. Chalon : samedi 3 février à 20h à la mairie. Tournus : samedi 3 février à 15h, salle capitulaire de Tournus.

29

FEMMES. Des assicuatuis de Concarneau, Quimper, et Douarnenez organisent à partir du 16 février, un mois d'information sur les femmes. Des expos, conférences débats, soirées cabarets, concerts, films sont prévus. Demandez le programme à la Maison des jeunes et de la Culture Impasse de l'Odé 29000 Quimper Tel 903951.

34

ELUS AUTOGESTIONNAIRES. Les Groupes d'Actions Locales pour un socialisme autogestionnaire organisent le samedi 3 février de 14h30 à 17h30 salle Paul Doumer à Fabrègues dans l'Hérault une rencontre sur le thème du budget communal.

35

AGRICULTURE ET ALIMENTATION. Débat : quelles sont les conséquences de l'emploi intensif de la chimie sur l'agriculture et dans l'alimentation? Peut-on y remédier? Jeudi 1er février à 20h 30 mairie de Pacé 35740. Contacts C et J. Y Lebourg 22 av le Brix 35740 Pacé Tel 57 63 26. Perspective création d'une coop bio.

38

FESTIVAL DE LA NATURE et de l'écologie à la Maison de la Culture de Grenoble, 4 rue Paul Claudel 2505 45. Mercredi 31 janvier 14h 30 «le désert du Mexique», «la vie de la ruche», «les fourmis tropicales». Jeudi 1er février 20h 30 «autant en emporte l'argent». Vendredi 2 février 20h 45, entrée libre. «santé et conditions de travail». Samedi 3 février 14h 30, entrée libre, «travail et sécurité», «survivre à Seveso» à 20h 45. Vendredi 9 février 20h 45, entrée libre, «l'amiante».

44

LA BASSE LOIRE, son avenir et le nôtre. Soirée organisée par le comité local d'information nucléaire de Savenay et la société d'Etude pour la Protection de la Nature en Bretagne le 2 février à la salle des fêtes de Savenay à 20h 30.

47

ENERGIES DOUCES. La Fédération 47 pour le Développement des Energies Douces, issue de la foire aux énergies douces des 8, 9 et 10 septembre 78 à Villeneuve sur Lot, s'est constituée officiellement en association loi 1901. Elle regroupe actuellement : Le Mouvement Ecologique du Villenouvois, l'Association Ecologique du Marmandais, SOS Golfech (Agen). Toutes les associations écologiques ou antinucléaires peuvent adhérer. Elle a pour but la promotion des énergies douces, non polluantes, renouvelables et décentralisées. Dans cette perspective, elle organise une rencontre départementale action énergies douces le 25 février 79 à 14h au Centre Culturel rue Etienne Marcel à Villeneuve sur Lot. FEDED 47 «Capvath» - Bazens 47130 Port Ste Marie.

56

PARMINE. Le Groupe d'Information sur les Mines d'Uranium (GIMU) sur la presqu'île guérandaise, existe depuis un an, date à laquelle la COGEMA projetait d'exploiter à la Turballe. Après quelques actions, le GIMU s'est vu proposer par la Direction du Parc Naturel de Brière, une réunion a propos de l'exploitation de mines d'uranium à l'intérieur des limites du parc!!! Pas question de laisser passer l'occasion de dire ce que nous pensons à ces messieurs. C'est pourquoi nous invitons gracieusement les personnes qui se sentent concernées le vendredi matin à 9h 2 février à la Maison du Parc 180 Fedrun commune de St Joachim (44), afin de faire connaître leur opposition ou différents projets qui couvrent dans la région. Les bonnes volontés peuvent se faire connaître aux adresses suivantes : Joel Boucandé Boulay St Molf 44310 Guérande. Yves Pezron 17 rue Brambert 56760 Penestin.

69

REVIVRE SA NAISSANCE. Le rebirthing ou revivre sa naissance. Pourquoi. Comment. Conférence de Jean-Claude Guyard animateur de groupe, kiné D.E. au centre d'animation Horus, 25 rue Neuve, 69001 Lyon vendredi 9 février à 20h30.

75

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE, pourquoi? Réunion avec J. Cl. Rodet, conseiller technique en agriculture biologique, auteur du livre «Vous ne pouvez plus ignorer l'agriculture biologique» au centre d'animation Horus 25 rue Neuve 69001 Lyon.

75

L'ASSOCIATION ARTISAN DU MONDE organise le 2 février prochain, une soirée d'information sur «les sociétés multinationales, leurs stratégies, que pouvons nous faire?». Cette soirée débat sera animée par Susan Georges, auteur de l'ouvrage «comment meurt l'autre moitié du monde?». Débat à 19h 30 salle St Bruno 8, rue Pierre l'Hermitte Paris 18ème, métro Barbès. (Artisans du monde 20, rue Rochechouart Paris 75009).

DES MINEURS EN FUGUE de foyers «éducatifs» ainsi que des ex-éducateurs, psycho, en rupture avec les institutions, vous appellent à participer au gala de soutien le 27 janvier de 12h à 22h à la porte de Pantin. Infos sur le droit des mineurs, débats, musique, perspectives d'action et de lutte. Collectif 7 plus Tel 305 5805.

ANTIMILITARISME. Le groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste organise le jeudi 25 février à 20h 30 dans son local, 10 rue Robert Planquette paris 18 métro Blanche, une conférence-débat sur l'antimilitarisme aujourd'hui. Groupe Louise Michel 10, rue Robert Planquette 75018 Paris.

78

COMITE LARZAC de Meulan les Mureaux organise une soirée d'information sur le Larzac le vendredi 2 février à 21h à la salle Pierre Coubertin (sous le gymnase Coubertin). Panneaux d'information, film, débats et bonne humeur seront au rendez-vous. Pour tout contact Tel 474 22 85.

79

GALA DESOUTIEN en faveur du journal de contre infos sur Niort et les Deux Sèvres «La Mouche», traitant d'antimilitarisme, du nucléaire, ceci plus sur un plan local. Samedi 3 février au petit théâtre St Florent à Niort de 16h à 24h avec musique et film-débat et le dimanche 4 février au Patronage laïque à Niort de 16h à 2h du matin avec tables d'information (bouffe bio, crèche parallèle, groupe libertaire Amnesty etc), et musique rock, free jazz. Prix d'entrée 10F. La Mouche BP 221 79007 Niort cédex.

Alternatives

10x **DANS LES MASS MEDIA** pour le public. Pour que chacun de nous puisse s'exprimer dans les médias, une action concrète pour le libre accès de l'individu à une presse libre et la participation de la population à la rédaction de la presse écrite, orale et

audio-visuelle. Campagne menée par le Groupe pour l'Autoexpression (OAP). Information gratuite en adressant une enveloppe timbrée et libellée à votre nom au GPA André Mediavilla BP 10 75261 Paris cédex 06.

POUR UNE PRATIQUE DIFFERENTE DE LA VOILE. L'activité dérivant de CAUAL (association loi 1901) cherche à développer une pratique différente de la voile. Objectifs : accès à la voile pour tous et dans le cadre d'une vie communautaire, rencontres et échanges. Moyens : une pédagogie non directive ouverte sur d'autres domaines d'activité que la voile, des structures s'inspirant d'une recherche autogestionnaire. Si tu as une certaine expérience nautique, nous avons besoin de ta contribution pour la préparation et l'encadrement des stages de la saison 79. Contact G. Filippi 19, rue de Nice 75011 Paris Tel 37933 18.

RADIO ONZ'DEBROUILLE émet depuis un an, 182 émissions à ce jour. Pour continuer une programmation régulière nous vous demandons une aide selon vos moyens en échange de laquelle vous recevrez affiche et cassette, cette dernière réalisée à partir de nos émissions non broüillées et d'une certaine qualité sonore. Nos émissions auront lieu tous les vendredis à partir de 21h sur 94,5 MHz modulation de fréquence. Soutenez les radios libres! Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de Alain Léger 22 bd de Reuilly 75012 Paris. Pour tous renseignements Alain 202 23 66 ou 307 65 80. Jacaues 636 18 77

CHERCHE CONTACTS. Les stages musicaux sur place n'étant plus possible faute de locaux, enseignant en milieu rural cherche contact avec association, centres de rencontres, pour propositions week-ends, ou stages. Travail de groupe basé sur le développement de nos facultés d'écoute et de création (relaxation, utilisation de la voix, improvisations collectives et jeux musicaux) enregistrés. Relation geste-son rythme corps. Approches de musiques extra-européennes etc. Contact Eirik Levasseur «Béna» 66800 Saillagouse Tel 68/04 81 64 (pour peu de temps).

COOP. Nous avons donné un fonctionnement autogestionnaire à notre coop de produits bio. Recherchons local afin de créer ateliers collectifs pour y exercer diverses activités. Projets de faire du pain complet, jardinage bio, vêtements, etc... etc... SOS : chercheurs membres, contactez Alain ou François au 989 14 07 (région Val d'Oise).

COOP. Nous avons donné un fonctionnement autogestionnaire à notre coop de produits bio. Recherchons local afin de créer ateliers collectifs pour y exercer diverses activités. Projets de faire du pain complet, jardinage bio, vêtements, etc... etc... SOS : chercheurs membres, contactez Alain ou François au 989 14 07 (région Val d'Oise).

Papiers

L'ANDOUILLETTE MACONNAISE ne se mange ni ne se mélange à n'importe quelle sauce. Il ne s'agit évidemment pas de recette culinaire, mais d'un nouveau journal de contre-Infos sorti à Macon et ses environs courant décembre, et qui dérange quelque peu si l'on en croit les réactions du quotidien local à court d'anathèmes. L'«Andouillette maconnaise» se veut ouverte à tous, individus ou associations, elle se veut support de débats contradictoires, parties prenantes des luttes à venir et pleinement consciente du rôle qu'elle a et qu'elle peut jouer à l'échelon local. Une mise en page inhabituelle, quatre pages de plus au second numéro (16).

MISE A PIED. Le n° 6 de «Mise à Pied», journal de lutte contre la Psychiatrie est paru. Prix 5F. Abonnement 1 an 17F. Commandes groupées par 5 ou 10 : 20F ou 40F. Chèques à l'ordre d'Etienne Larroque. Adresse : BP. 2038 Toulouse Cédex 31018.

AUTOCOLLANTS-BIS. Le GRANV de Rouen édite un autocollant rouge et noir sur fond blanc ou jaune «non chef la débouissance civile est un moyen d'action non-violent». 2F l'unité 1,50F par 25, 1F par 100. Chèques ou timbres à Bernard Llorca 19, rue d'Harcourt 76000 Rouen.

AUTOCOLLANTS. Le Comité Bordelais de Soutien aux Objecteurs de Conscience, 9 rue Debussy, 33 400 Talence diffuse des autocollants et des enveloppes «le service militaire n'est pas obligatoire». Autocollants : 10F les 25 et 40F les 120. Enveloppes : 10F les 80, 12F les 100, 40F les 400 et 50F les 500. Payables à la commande.

SUR LES MURS J'ECRIS TON NOM...LIBERTÉ. Le dernier numéro «Le Couramiand» organe du MAC est paru. En ce début d'année les journaux du Couramiand se sont mis au repos et ont laissé la plume aux dessinateurs. Pour vous offrir un numé-

ro tonique. Chaque numéro coûte 2,50F, un abonnement annuel revient à 15F. «Le Couramiand» M.A.C, 14 rue Gambetta, 42400 Saint-Chamond

AUTOCOLLANT. L'association de défense des personnes concernées par l'aménagement de la RN 24 a réalisé un autocollant concernant le problème de la déviation du camp militaire de Coetquidan. Prix 3F à Mr Jean Guillaume La Porte 56380 Guer.

L'A.P.L. DEMENAGE : L'Agence de Presse Libération a six années, durant lesquelles elle a produit un bulletin d'information hebdomadaire. Nouvelle adresse : rue Faider 42 1050 Bruxelles Tel 02/53748 77. 95

Kultur

SOIRÉE FOLK'EUREUSE animée par Brin d'herbe, La Mayotte, les Gens de la Cour et d'autres groupes régionaux sous réserves. Cette soirée s'inscrit dans une diversité d'animations souhaitées permanentes pour une culture populaire accessible à tous. Venez costumés, maquillés, masqués pour danser, chanter, écouter à cette fête de Carnaval organisée par la Migraine qui se déroulera à la M.J.C Marc Sangnier, 8 allée des Marguerites 57000 Martigny les Metz (banlieue de Metz) Tel (87) 68 30 13 le jeudi 8 février.

GRANDE SOIREE. La Chifonnie Théâtre présente «le saloon infernal» ou «Zorbo le Crac» au théâtre des Huit Saveurs 21 petite rue de la Viabert 69 Villeurbanne les 1, 2 et 3 février. De l'humour, de l'énergie et une musique... Venez nombreux.

ROUMANIE. La librairie «La Gryphe», 5 rue Sébastien Gryphe 69007 Lyon, organise du 17 janvier au 17 février une exposition sur le conteur roumain Panait Istrati (1884-1935).

FEURS. Dimanche 4-02-79 salle l'Eden de 14h à 22h fête des AT du Forez, bal folk, clowns, participation aux frais en soutien à l'objection de conscience.

DU SOLEIL DANS LA TÊTE. Café-théâtre, 3 rue du Docteur Charcot 94500 Champigny sur Marne. Au programme : le vendredi 2 février à 21 h, «Les Privés», groupe new wave; le samedi 3 février à 21 h «Roméo et Georgette, tu crois qu'ils sont ensemble?» de J.P. Sèvres.

SORCIÈRES. La revue «Sorcières» organise du 12 au 26 février une exposition d'artistes ayant collaboré à leur revue. Au 14, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris.

FOLK. Le CLAC Eco présente La Bamboche à la fac de lettres Bd Gergovia. Folk électrique et dissident! Tout contact Bernard Richard 56, rue Fontaine du Large 63100 Clermont Ferrand Tel 73/924533.

LES TRETEAUX DU MIDI jouent Brecht. Demandez-leur le calendrier de leurs représentations à Bernardette Vitrac - Elyette Korsian 64 av d'Italie 75013 Paris. Tel 588 85 55. 588 26 10.

THÉÂTRE 93. Du 5 au 10 février à 21h : «Prothèses» de Léonard, comédie satirique.

Divers

BOULOT. Jeune Allemande (24 ans) cherche travail pour pouvoir vivre quelque temps en France. De préférence au Sud à la campagne (stage chez paysan), mais autres propositions acceptées. Entre mars et mai 79. Annegret Ehlers Hachborner Str 23 6301 Mainslar RFA.

CHERCHE APICULTEUR. Chômeur 21 ans, passionné par la vie des abeilles cherche apiculteur ou apicultrice ayant besoin d'un coup de main pour le rucher et même autres activités en échange de la pratique de l'apiculture. Régions souhaitées : Pyrénées orientales, Grands Causses ou Provence car projet d'installation dans un de ces coins. Ecrire à Gérard Pujol. Chinchouret. Arbas 31 160 Par Aspet.

UN PEU D'ESPACE SVP! Groupe de 4 personnes cherche à louer pavillon ou grand appartement (au moins 6) dans région Evry, Juvisy, Ste Geneviève des Bois (91). Vite, on étouffe! S'adresser : Thierry Leutreau 16 parc du petit bourg, 91000 Evry.

ESCARGOTS. Qui peut me donner des renseignements sur l'élevage de ces petites bêtes baveuses? Je cherche surtout des données pratiques, expérimentées, ainsi que des références bibliographiques sur la biologie et le comportement de cet animal. Ecrire à Pierre, GO, St Laurent 71 800 La Clayette.

FERME A VENDRE isolée, à 600 m d'altitude, en Ariège, 2 ha de terrain d'un seul tenant, eau de source, électricité, bâtiments habitables de suite par 10 personnes, mais 50 possibles par la suite si transformations. Terrain bio, four à pain. On vendra de préférence à minorités opprimées. Prix 2 unités. Crédit possible. Rambault Nelly Jean-Pierre Poste Restante gare des vallées 92250 La Garenne Colombes.

STAGE FERME BIO. Etudes sociales, 23 ans, originaire milieu rural et passionnée par celui-ci, cherche stage dans ferme bio ou à tendance bio, en vue d'une reconversion (février, mai, juin toutes régions). Pojet à long terme, vie rurale communautaire. Souhaite apprentissage, échanges humains, travail au pair. Claire Jouanneau La Fontaine Mieuxcé 61000 Alençon. Tel 27 77 62

SCULPTURE SUR BOIS. Pour rendre concrète une envie qui dure j'aimerais faire de la sculpture sur bois et je cherche quelqu'un qui serait d'accord pour m'aider à acquérir les techniques de bases. J'ai beaucoup de temps et un petit peu d'argent. Michelle Pailhès Le Mont Serrières 71960 Pierreclos.

RASLEBOL. Je travaille aux PTT de Paris depuis deux mois et demi et je n'en plus de ce travail et de cette ville qui me rongent mon temps et mon énergie. Qui pourrait me donner des renseignements pour faire des stages d'artisanat, de bergère ou autres... dans des communautés ou chez des paysans? Même le plus petit renseignement sera le bienvenu. Ecrire à Brigitte Dublanche 106 rue du théâtre 75015 Paris.

QUELLE COMMUNAUTE avec enfants m'accueillera moi et ma fille âgée d'un an pendant les mois de juillet et août. Par ailleurs je désire acheter produits bio auprès d'un agriculteur de la région de Montbéliard. Usselmann Denise 143, rue Cuvier 25460 Etupes.

VOILE. Je cherche des embarquements dans la région de Lorient pour les week-ends seulement. Je participe aux frais dans la mesure de mes moyens. Et je pense me débrouiller suffisamment. Jean Paul Aucher CFPA La Cardonnière route de Guéven, 56100 Lorient.

CHERCHE LOCATION. Cherche toujours en location meublée ou non meublée, chambre cuisine avec jardin, environ 100m2 (en ville). Christian Durand, 6 rue Fénelon, 19100 Brive.

insurgés

25.90

ORIGINAL. Jacques Bertin, Georges Guental et Pierre Croissant (les objectifs de la quarantaine) passeront procès à Belfort le vendredi 2 février à 8h30 (jour et heure de prédilection pour ce style de spectacle). Entre novembre et décembre 78, soixante-cinq livrets ont été renvoyés dans la région de Belfort/Montbéliard. Vos papiers militaires sont attendus avec impatience chez Pierre Croissant, 11 avenue du 8 mai, 25 700 Valentigney.

31

CREATION D'UN GROUPE FEDO à Toulouse. Les objectifs de conscience se reconnaissent dans les choix de la FédO, viennent de créer un groupe à Toulouse. Lors de leur première réunion le 19 janvier, ils se sont fixés trois axes de luttes prioritaires : information et défense des objectifs et futurs objectifs, campagne pour l'amélioration du statut. soutien à la FédO nationale menacée de dissolution. Par ailleurs, une première action de soutien a été engagée en faveur d'un insoumis : Pierre Dumont, à qui l'autorité militaire a refusé le bénéfice du statut. Pierre a entamé une grève de la faim illimitée depuis le 7 janvier au Camp de Souges. Vous pouvez écrire au Commandant du camp de Souges 57ème RI

RECYCLAGE. J'ai 27 ans, je cherche un groupe, une communauté qui m'aiderait à apprendre l'agriculture ou l'élevage. Autant dire que je n'y connais pas grand chose, car jusqu'alors je donnais des conférences dans les musées. Yana Cervenka 50 rue du Vert Bois 75003 Paris.

LOCATION. Je cherche à louer à 10km au maximum de Lorient, une habitation type F2 en maisonnette ou collectif entrée individuelle, avec jardin, calme, fleurs, petits oiseaux, etc... Tout renseignement ou proposition à Jean-Paul Aucher, CFPA à La Cardonnière route de Guéven, 56100 Lorient. (Salut Popaul. Martine)

RANDONNEES A SKIS. A skis, plusieurs jours en montagne : de février à mai des randonnées de 5-6 jours, de refuge en refuge, avec un guide de haute montagne. Février-mars en Beaufortin et Vanoise. Avril-mai en haute montagne, des traversées vauvoise-Grand Paradis, Vanoise-Briançonnais. Inscriptions collectives (souhaitées de 4 à 6 maxi) et individuelles. Xavier Ferri la Thuile 73210 Aime Tel 79/556021.

BOULOT. Cherche quelqu'un qui pourrait m'employer dans un élevage caprin ou dans une ferme agrobiologique pour me faire profiter de son expérience à partir de mi février. J'ai 26 ans et j'ai déjà travaillé dans une ferme classique et comme berger. Ecrire Fouqueau Jean-Louis Bouilly 89780 Vergigny.

STAGE DE VIOLON du 12 au 18 avril 79 animé par Phil Fromont. 10 stagiaires maximum. Logés, nourris à la Boissière 29128 Tregunc. Coût 380F tout compris. Renseignements et inscriptions à Aven-Eden La Boissière 29128 Tregunc.

SOS COMMUNAUTE. Dagmar, Juan..., vous formez une communauté dans les Vosges. Je n'arrive pas à vous joindre par courrier. Je renouvelle donc mon appel aux communautés, artisans, éleveurs pour un accueil sincère et enrichissant. Voir GO 240 annonces. Alain Terlutte 12 rue d'Anvers 59000 Lille.

ABEILLES. Novice 25 ans recherche emploi apiculture ou stage plus riche pas chère plus tuyau pour fabrication éolienne. S'adresser à Pidaux Christian la Bafferie, St Maclair du bois, Montreuil Bellay 49260.

BESOIN D'ARGENT URGENT. Vends guitare électrique Jaguar Fender et ampli 60 W Hower six sorties. Gérard Ducerf Frontigny Briant 71110 Marcigny Tel 85/2581 10.

CHEVRES. J.F. 3 ans d'expérience plus BPA élevage ovin en cours, cherche fermage environ 10 hectares, ou possibilité d'association pour élevage caprin. Région Tarn ou Aveyron et Hérault limitrophes. Ecrire ou venir Cl Richard à Brès 81300 Graulhet.

BESOIN D'ARGENT URGENT. Vends guitare électrique Jaguar Fender et ampli 60 W Hower six sorties. Gérard Ducerf Frontigny Briant 71110 Marcigny Tel 85/2581 10.

CHEVRES. J.F. 3 ans d'expérience plus BPA élevage ovin en cours, cherche fermage environ 10 hectares, ou possibilité d'association pour élevage caprin. Région Tarn ou Aveyron et Hérault limitrophes. Ecrire ou venir Cl Richard à Brès 81300 Graulhet.

33

OBJECTION TOUJOURS. Jean Delavignes, objecteur de la Vallée d'Aspe (vous savez, l'un de ces chantiers autogérés) passera en procès pour désertion ONF le 8 février à Bordeaux. Vous pouvez le soutenir financièrement (les avocats ne sont pas donnés par les temps qui courent) en envoyant vos dons à Jean Delavignes, 70 résidence de la Pléiade, 33 170 Gradignan (CCP 3824-53 D Bordeaux). Vous pouvez aussi écrire au juge (Président de la 4ème chambre correctionnelle, TGI, Palais de Justice, 33 000 Bordeaux) en renvoyant un double à Jean et en faisant très attention : «évitez l'agressivité et les insultes, cela me nuirait plus qu'autre chose, et c'est contraire à mes idées». Et si, petit veinard, vous habitez dans la région, rendez-vous le 8 au Palais de Justice.

SOUTIEN EPISTOLIER. Pierre Dumont, insoumis total, a été transféré au service neuro-psychiatrique de l'Hôpital Robert Piquet. Il a

Deux mois de prison pour André Torque

Le 11 janvier, dans la Salle d'Audience du Tribunal Provincial de Palma de Mallorca, s'est tenu le procès de l'hygiéniste belge André Torque.

On se souvient des faits (cf GO n°238) : Marie-Josée Prochaska, âgée de 62 ans, avait effectué volontairement un jeûne de désintoxication de 42 jours. Alors qu'elle en est à son second jour de réalimentation (jus de fruits dilués), son gendre, médecin en Allemagne, lui rend visite, estime qu'elle est en danger, et, sous sa responsabilité, la fait interner dans une clinique privée de Palma. A cause d'une réalimentation excessive et de traitements inadéquats (sérums et médicaments en abondance), Marie-Josée décède six jours plus tard.

Le ministère Public accuse André Torque des délits de «médecine illégale» et «d'imprudence téméraire».

Devant le tribunal, André expliquera que les cures de jeûne qu'il surveille consistent à n'ingérer aucun aliment, sauf de l'eau de source pure. Elles se terminent généralement avec l'apparition de la faim authentique, ou quand apparaît quelque symptôme physiologique ou psychique indiquant la nécessité de rompre le jeûne. Toutefois, le jeûneur est toujours libre de terminer son jeûne avant que n'apparaisse la faim.

Quatre médecins-légistes comparurent ensuite et déclarèrent que le jeûne est un

traitement accepté par toutes les cultures et par toutes les écoles de médecine. Pourtant, d'après ces derniers, la vie de Mme Prochaska s'est achevée par consommation, et ils conclurent au décès, lié d'une manière extrêmement directe au processus du jeûne.



A la question du défenseur, don Juan Luis Matas Pons, ils confirmèrent que quinze jours de jeûne sont extrêmement dangereux : au cours du jeûne, le corps se nourrit de ses réserves en matières grasses, qui sont brûlées et consommées. Mais si le processus est prolongé, la masse musculaire et les organes vitaux commencent à fondre. Le défenseur lut alors quelques lignes d'un ouvrage édité par l'OMS, où il est dit que «le jeûne peut se prolonger jusqu'à deux, trois et même quatre mois, sans que le corps perde la possibilité d'une récupération totale». Par cette lecture, l'avocat voulut faire comprendre aux légistes que «le chiffre par eux avancé était ridicule».

De nombreuses personnes vinrent témoigner leur satisfaction après un séjour de jeûne passé à Can Cauvia.

Le ministère public prit la parole et reconnut tout d'abord l'honorabilité et le désintéressement d'André. Il l'accusa toutefois des délits de «médecine illégale» et d'imprudence téméraire, remarquant qu'il ne s'agit en aucun cas d'assassinat ou d'homicide. Il réclame la peine minimum, c'est-à-dire un an de prison pour chaque délit et, pour la famille de la défunte, l'indemnisation précisée par la loi.

La défense, au cours d'une longue plaidoirie, exposa que son client n'avait jamais posé de diagnostic, ni d'ailleurs aucun autre acte spécifique médical.

Juan Luis Matas Pons démontrera que les causes réelles du décès de M.J.P. sont les traitements aberrants qu'elle a reçus à la clinique Miramar. Il fit l'éloge du système hygiéniste et de ce qu'il représente. Il demanda l'acquittement total de l'inculpé et termina par ces paroles : «Si vous condamnez cet homme, vous ne condamnez pas André Torque, mais toute une philosophie, une manière de vivre, ses milliers d'adeptes, et aussi des milliers de malades condamnés par la médecine».

La sentence a été connue quelques jours plus tard : deux peines d'un mois d'arrêts de rigueur, et 200 000 pesetas (12 000F) de dommages et intérêts pour la famille Prochaska. André Torque a fait appel auprès du Tribunal Suprême de Madrid.

Corresp. Palma de Mallorca

94
besoin de vos lettres. Trois adresses à inscrire sur vos agendas : Commandant du Camp de Souges, 57ème RI, 33 160 St Médard en Jalles. Commandant de la 4ème Région Militaire, Caserne de Xaintraillies, Bd Mal Leclerc, Zone de défense sud-ouest, 33 998 Bordeaux-Armées. Pierre Dumont, service neuro-psychiatrique, Hôpital Robert Piquet, 415 route de Toulouse, 33 Villenave d'Ornan.

54
SPECTACLE, le 2 février à 8h30; au tribunal de grande instance de Nancy, organisé par le Ministère de la Défense. Dans le rôle principal, Jacques Arcelli qui a renvoyé ses papiers militaires à l'occasion du procès de Francis Cuny. Si, malgré l'inflation de telles activités, il vous reste quelques livrets à renvoyer, contactez Jacques Arcelli, Le Chemin, 51 800 St Menehould ou le MAN, 54 rue de la Hache, 54 000 Nancy. A la même représentation, Pascal Fevotte, renvoyeur de son état, vedette américaine, soutenu par la Fédo, 54 rue de la Hache, 54 000 Nancy.

60.69
P4 EN FORMATION. Xavier Baudry, inoumis total, a été arrêté le 8 janvier à Lyon. Il a entamé une grève de la faim le 10 janvier. Il vient d'être transféré à l'hôpital militaire de Lyon. Soutien financier (gros chèque de préférence) : Mlle Bernay, c/o Librairie 94, 94 rue de la République, 60 100 Creil. Pour avoir l'adresse de Xavier (celui-ci déménageant beaucoup, rien n'est sûr en ce domaine), téléphonez au (1)425 45 48

74
MINO MATOT, objecteur inoumis ONF depuis janvier 75 passe en procès à Chambéry le 2 février à 8h 30. Palais de justice de Chambéry. Soutien organisé sur Chambéry. Présence souhaitée le jour du procès.

75
OBJECTION. Comme tous les premiers samedi du mois, le Comité de Lutte des Objecteurs de Paris organise une réunion d'information débat sur l'objection-insoumission le 3 février de 14h à 17h 46, rue de Vaugirard Paris 6ème. Métro St Sulpice. Une autre réunion aura lieu le mardi 6 février à 19h 30 à l'AGECA 177 rue de Charonne 75011 Paris. C.L.O. Paris BP 103 75522 Paris cédex 11. Permanences lundi, mercredi, samedi de 14h à 18h 6 impasse Popincourt Paris 11°.

DESERTEUR POUR CAUSE DE MAREE NOIRE. Philippe Giroud était bidasse au 503^o RCC. En juin, il est envoyé en Bretagne pour dépolluer nos belles plages touristiques. Il n'aimait pas bien l'armée, la marée noire fut la goutte qui fit déborder le vase. Depuis, il est déserteur. Il en a profité pour demander le statut d'objecteur, bien que forços, car il estime que l'on peut changer de conviction, même (et surtout) au bout de quelques mois de service. Son comité de soutien diffuse une brochure bien foutue qui explique la portée collective que Philippe veut donner à son acte. A commander (2F) au Comité de soutien à Philippe Giroud c/o ATC, 46 rue de Vaugirard, 75 006 Paris.

85
PROCES d'un objecteur de conscience le 1er février, à 14h. Le tribunal de grande instance des Sables d'Olonne jugera Louis Marie Paquier, objecteur de conscience. Ce dernier avait obtenu son statut d'objecteur en 1975. Mais il n'avait pas alors rejoint son affectation à l'ONF. Pour effectuer un servicenational d'intérêt général, il a travaillé pendant 16 mois comme éducateur stagiaire bénévole auprès de jeunes enfants, aux Sables. Audience le 1er février 85100 Les Sables d'Olonne. Ecrire à Mr le Président du Tribunal de Grande Instance.

94
MILLES EXCUSES, Michel Pierre Autissier. Nous nous sommes trompés dans tes coordonnées dans notre numéro 242. Tu n'habites pas à Fleury; mais à Fresnes. M. P. Autissier, 679581 CNO 39, 1 avenue de la division Leclerc, 94 261 Fresnes Cédex.

«FRANCE-SOIR» NOUS COMMUNIQUE : Le groupe «Objection Collective» (chez Philippe Lenoir, 125 avenue Liégard, 93 190 Livry Gargan) vient d'éditer une brochure sur l'OP 20. Tout sur la manière de participer à une objection collective, sur les rapports de celle-ci au mouvement anti-militariste. (Les petits malins qui prouvent avoir compris le titre de cette annonce gagneront un statut gratuit)

Six mois en prison

Ayant obtenu le statut d'objecteur de conscience en 1975, Jean-Marc Vettier ne se rend pas à son affectation à l'ONF. Cette attitude, dictée par des convictions personnelles, n'est pas isolée. Il l'a fait sienne, solidaire des centaines de jeunes qui l'adoptent chaque année, estimant que cette affectation est un moyen de les mettre à l'écart et qui ne répond pas à leur désir de servir la communauté humaine.

C'est ainsi que Jean-Marc, refusant le caractère industriel et commercial que lui semble avoir l'ONF, préfère durant deux ans se mettre au service de jeunes dans le cadre de l'Aumonie de l'Enseignement Public de Saint-Egrève et Saint-Martin-le-Vinoux, près de Grenoble.

Le 29 septembre 1978, il est traduit devant le Tribunal Correctionnel de Nanterre, (Jean-Marc réside dans la région parisienne où il travaille comme ouvrier), qui le condamne à six mois de prison ferme ! «Une telle attitude tend simplement à établir le peu de sérieux d'une telle objection initialement soulevée dans le simple but d'échapper à des obligations jugées contraignantes», lit-on dans les attendus du jugement.

Jean-Marc, défendu par Maître De Felice, fait appel et comparait le 18 janvier 1979 devant la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Versailles. Près de 400 lettres et plus de 1000 signatures ont été envoyées au Président du Tribunal, et 100 personnes sont présentes ce jour-là. Malgré tout cela, le Procureur demande la confirmation des six mois de prison ferme après avoir transformé l'accusation d'insoumission à l'ONF en désertion.

Le comité de soutien de Jean-Marc souligne la disproportion qui existe entre la gravité du délit et celle de la peine. Au moment où le Ministre de la Justice lui-même reconnaît les méfaits de la prison, surtout pour un jeune, n'est-il pas douloureux de voir condamné à six mois d'un tel traitement, un jeune dont le seul crime a été de préférer s'occuper d'enfants plutôt que de couper les arbres ou de repeindre les volets d'une maison forestière...

Des prises de position ont été faites par l'Evêque de Grenoble, Mgr Matagrin, J.A. Gau, Député PS de l'Isère, A. Horvath, Député PC du Gard, les municipalités du canton de Saint-Egrève où Jean-Marc a travaillé, les syndicats CFTD et CGT de certaines entreprises, des Associations dont la Ligue des Droits de l'Homme, Vie Nouvelle, des associations de femmes. Certains élus ont promis d'en saisir leur groupe parlementaire.

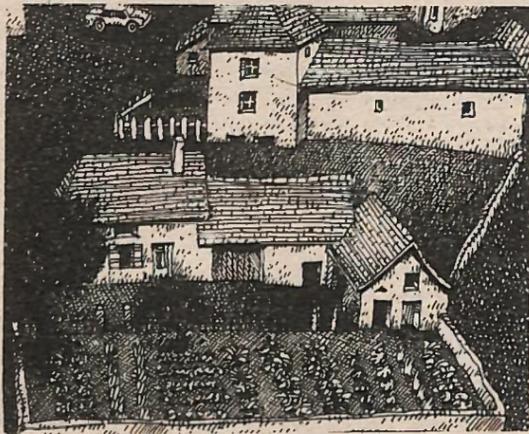
Si la peine de six mois de prison ferme était confirmée, n'apparaît-il pas comme une victime d'une nouvelle politique de répression vis-à-vis des objecteurs de conscience ?

Nous ne pouvons accepter la confirmation de cette peine, c'est pourquoi une assistance nombreuse est souhaitée au rendu du jugement, le 1er février 1979, à 14h, à la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Versailles.

Jean-Marc et le Comité de Soutien
* Sylvain Vettier, route de Montaud 38113 Veurey-Voroize tel. (76) 38 92 41.
PS : un jeûne de soutien a eu lieu à Grenoble les 27 et 28 janvier.

Les Circauds

10/11 février : Stage guitare. Plusieurs rencontres sont prévues. La première se ferait à partir de la mise en pratique collective d'éléments théoriques d'harmonisation (un travail du rythme - corporel - sera la base de notre approche collective), à plusieurs guitares, plusieurs voix, sur des thèmes musicaux très simples (avec Oliver Lataste). Participation : 150F, Arrhes : 50F



17 au 21 février : Stage musical Stage musical pour tous basé sur le développement de nos facultés d'écoute (réceptivité), à partir d'un travail de relaxation du corps, et celui de la créativité de chacun. Travail de groupe structuré et improvisé où Dame Musique ouvre enfin ses portes (relation avec le corps, le geste, les rythmes, souffles, relations oreille-voix, approches instrumentales, initiation à l'écoute de musique de cultures diverses). (avec Eric Levasseur). Participation : 250F, Arrhes : 100F

Inscriptions et renseignements : Centre de rencontres «Les Circauds», Oyé, 71 610 St Julien de Civry. Tél.: (85) 25.82.89

Abonnement

Si vous l'avez acheté en kiosque, ce numéro de la Gueule Ouverte vous aura coûté 5F. Dont 2F60 nous reviennent.

Si vous étiez abonné, ce numéro ne vous aurait coûté que 3F27 (tarif minimal normal). Sur lesquels 3F environ nous reviennent...

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, inoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Sous les pavés, la plage du quart-monde

Tandis que les professionnels de la louange glorifient l'intimisme du nouveau cinéma français, le film «Comme les anges déchus de la planète Saint-Michel» nous entraîne, en toute vérité, dans une histoire d'horreur, de désespoir... et d'amour. De l'autre côté du miroir des états d'âme bourgeois de notre siècle.

« Il est toujours difficile de parler de la misère, de ne pas en faire un mélodrame ou une thèse politique. Il est parfois insoutenable de montrer à un public une réalité qu'il côtoie. Nous avons tendance à aller chercher nos motifs d'indignation en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud. Pourtant, chaque jour, à deux pas de nous, derrière une palissade, au fond d'une ruelle ou bien dans ces dépotoirs que sont les asiles de vieux, ou certains hôpitaux psychiatriques, existent aujourd'hui en France, des misères sans nom vis-à-vis desquelles nous sommes bien responsables. » (Claude Olliventein).

C'est cet «insoutenable» que tente de montrer au grand public qui le côtoie quotidiennement sans renifler l'odeur, la paisible caméra de Jean Schmidt (1). Je dis «tente de montrer», car si le film *Comme les anges déchus de la planète Saint-Michel*, existe, d'une intense réalité, rien ne dit qu'il sera vu. Il n'a pas été autorisé à la télévision, bien que prévu pour elle. Il sort dans trois minuscules salles parisiennes. Salué par la presse, mais davantage par les bonnes âmes que par les critiques professionnels (c'est Mariella Righini qui en a parlé, pas Jean-Louis Bory, marginalisant ainsi ce film sur les marginalisés, le plaquant comme à côté du «vrai» cinéma) il ne fait déjà plus partie des sélections élitistes. Comme si on voulait, vite, oublier le malaise qu'il procure, les gargouillis qu'il flanque aux tripes.

Depuis la fontaine Saint-Michel «cuvette des chiottes, WC géant, endroit où Dieu a oublié de tirer la chasse» dit une voix dans le film, jusqu'aux impasses du quartier Bastille, en passant par le parvis Notre-Dame, le monument à la Résistance et le prestigieux pavé Beaubourg, nous parcourons l'itinéraire de la déréliction déli-rante, titubante, zigzagante, errante.

Loin du folklore

A côté des traditionnels clochards au litron dans la poche, folklore que les PROJOS du Paris by night ont su rendre d'un pittoresque anodin, nous rencontrons leurs nouveaux jeunes compagnons. Savez-vous que l'asile de Nanterre «soupape de sécurité de notre société» dit Jean Schmidt, a reçu en 1976, sur les 4985 clochards qu'il a recueillis



Photo Baumann

pour une nuit de chaleur ou un bol de soupe (2), près de 5% de clodos de moins de vingt-trois ans? Sacrés statistiques, elles informent, de loin, mais laissent froid qui ne veut pas entendre.

Au cinéma, devant des images qui bougent et qui parlent, il est plus difficile de faire semblant de ne s'apercevoir de rien. Après Patrice, le délicat baladin de Beaubourg, chanteur talentueux de cette misère qui «s'en sortira» par sa passion pour le spectacle, après Richard le caricaturiste aux quarante brûlures de cigarette pour effacer un tatouage, qui «s'en sortira» par son ardent besoin d'apprendre, voici Yann, le drogué, qui sait qu'il ne s'en sortira pas. «Un jour, j'ai failli mourir d'une overdose. L'infirmière m'a dit, j'espère que t'as compris. Compris quoi? J'ai compris que j'avais failli mourir. C'est tout.» La vie de Yann, c'est la quête de quelques sous, la quête de la dose, une gorgée bue au litre d'un clodo, le circuit hôpital-prison. Rien. Absolument rien d'autre.

Voici Mourad, père arabe, mère juive, «rejeté par les deux communautés», enfant du pavé de Paris. Bon comme il n'est pas possible. Péjorativement, on dirait «brave». Déjà à demi aveugle après un accident de chantier à Fos, il a perdu pratiquement toute vision dans une bagarre : il défendait un émigré attaqué par des petits fachos dans le métro. Il n'est pas vraiment désespéré. Son intelligence, ses capacités d'amour lui permettraient d'être ailleurs. Pourtant, il est là, au milieu des épaves. Pourquoi? O, Mourad, pourquoi?

Voici Flavio, beau et fier. Enfermé de force dans la violence mais qui en souffre au point de passer d'une tentative de suicide à l'autre. Pendant deux ans, il a sauvé France, une petite fille suisse, de la drogue. Avant la fin du tournage, ils «replongent» ensemble et disparaissent.

Voici enfin Alain et Denis, les jumeaux qui profitent, avec une grande simplicité, de la présence des caméras pour s'exprimer. Enfin, tout raconter, se dire tout entiers. Leurs cavales, leur trouille, leur démerde, leur «drogue du pauvre» : l'éther. «Qui ne sert pas à planer, seulement à dormir, dormir... Et puis leur incommensurable amour réciproque. Oserais-je dire que j'ai vu la plus belle image d'amour de toute l'histoire du cinéma en ce gros plan du visage d'Alain racontant comment, à

coup de piqûres d'insuline et sous alimentation, il était parvenu à entrer dans le même coma diabétique que son jumeau et concluant avec un sourire extatique et un large regard profondément doux : «alors, j'ai été hospitalisé avec Denis, mon frère»...

Tous se retrouvent, l'espace d'un mois, s'intègrent aux voisins, très petites gens, et aux ouvriers immigrés d'un chantier à l'occasion d'une lutte, gagnée, contre une expulsion par la ville de Paris. Ce n'est pas romance, tout s'est passé ainsi, Jean Schmidt l'affirme, comme n'est pas exagérée la tristesse du méchoui fêtant cette victoire au cours duquel renaissent, déjà, désespoir et violence stupide.

Un miroir gêné

Pourquoi est-il si dérangeant, ce film qui raconte des histoires que, somme toute, nous connaissons? Nous savons bien que la société de la prospérité est en train de sécréter, de susciter son Quart-Monde. Les statistiques, toujours elles, dénombrent deux millions de ce qu'on appelle les sous-prolétaires, souvent dans la deuxième génération d'émigrés, enfants de personne et de nulle part, ou parfois, comme pour Alain et Denis, dans la population rurale autrefois agricole, devenue sub-urbaine et prolétarisée.

Nous le savons, on nous l'a déjà dit, que le travail social, chargé d'encadrer cette masse irrécupérable, représente la troisième industrie de France : le ministère de la Santé dépense 34 milliards par an pour l'aide sociale. Il existe 420 écoles de travailleurs sociaux. «Teinté d'un brin de culpabilisation, le besoin de recaser à tout prix l'incassable... C'est une immense bonne volonté qui trouve ses limites dans le désir de récupérer le droit à la différence de l'autre, son choix de vie ou de mort, le désir d'en faire un bon citoyen frustré, coincé, embrigadé comme nous-mêmes, intégré au système de production, à la famille nucléaire utilisée dans une société industrielle qui rejette impitoyablement ses improductifs, ses incapables, ses asociaux. Toute société a besoin d'une marge et toute marge nous conforte dans notre normalité», écrit lui-même Jean Schmidt (3).

Ce qui nous dérange, peut-être, c'est de voir et d'entendre, sans échappatoire possible, une certaine face cachée de

nous-mêmes. La misère sans nom de cette nouvelle marge ne serait-elle pas l'appendice douloureux de nos digestions difficiles de nantis, petit boyau supplémentaire où irait se nicher ce que nous ne voulons avouer de notre propre désespoir, jusqu'aux questions que nous refusons de nous poser sur la vanité de notre «normalité», ce que Jean Schmidt appelle «cette image d'homme inabouti qui vit en nous, cette face secrète de nous-mêmes qui nous démasque»? Ce qui nous dérange doublement, au deuxième degré, c'est que le miroir déformant brandi devant nos yeux par un tel film, une telle réalité, n'est récupérable par aucun esthétisme, aucune poésie. Ces désespérés n'ont rien de romantique, rien de mythique, rien pour «faire joli». Ils sont brutaux, viscéralement racistes, souvent très sots. L'identification, la «reconnaissance», l'empathie ou même la simple sympathie ne sont pas aisées...

Enfin ce qui nous dérange, nous occidentaux chrétiens avides de solutions nous lavant la conscience, c'est que nous n'avons aucune réponse immédiate à donner au cri, appel plus qu'angoisse, que représentent ces existences provoquantes. Lorsque Guattari écrit : «seule une transformation en profondeur de l'ensemble de la société, à commencer par ce qu'il est convenu d'appeler les forces populaires et le mouvement ouvrier organisé, pourra amorcer un changement réel de la condition des marginaux», nous sommes absolument d'accord. Mais nous nous demandons : quel peut-être le sens, ici et maintenant, de cette assertion! A qui (et à quoi en chacun de nous) s'adresse-t-elle?

Isabelle Cabut ●

(1) Le film «Comme les anges déchus de la planète Saint-Michel» a été produit par l'Atelier 8, qui avait déjà à son actif *Vivre, pas survivre*, charte des droits de l'homme âgé, ainsi que *Paris des négritudes*, et *L'Afrique des banlieues*.

(2) Au sujet des marginalisés que sont les vieillards, lire *Les vieux vont mourir à Nanterre*, de Carmen Bernard, Éd. Sagittaire.

(3) Cette citation ainsi que toutes celles utilisées dans cet article sont extraites de *Trop tard pour mourir*, livre vendu à l'occasion de la projection du film de Jean Schmidt et édité par le Cri (création recherche image), 8 rue Legouve, 75 010 Paris.